

# MEMORIAL

Journal Officiel  
du Grand-Duché de  
Luxembourg



# MEMORIAL

Amtsblatt  
des Großherzogtums  
Luxemburg

## RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 2210

20 août 2014

### SOMMAIRE

Artmolens S.A. ....	106036	NWS Holding S.à r.l. ....	106080
ASE Finance II S.à r.l. ....	106037	Plexus ....	106036
ASE Holdings II S.à r.l. ....	106038	Praine Management S.A. ....	106036
Ecce Vinum Capital SCA SICAV-SIF ....	106057	Presco Investments S.à r.l. ....	106035
EPS Participations S.à r.l. ....	106051	Psyryon Trading S.à r.l. et Cie. S.e.c.s. ....	106053
Evraz Group S.A. ....	106079	QM Properties 3 S.à r.l. ....	106036
HaRav Kook Neve Tsedek S.à r.l. ....	106043	Renegade Holding S.A. ....	106054
HaRav Kook Neve Tsedek S.à r.l. ....	106039	Ritchie Bros. Luxembourg S.à r.l. ....	106055
Immobilière Annette Menster S.à r.l. ....	106080	RMD International S.à r.l. ....	106039
Immo Calla ....	106080	Rocket International S.A. ....	106052
LC & MS, S.à r.l. (Learning Content and Management System) ....	106041	Sanlois s.à r.l. ....	106055
Merit Invest S.A. ....	106043	Sopex International S.A. - SPF ....	106057
Mer Rouge S.A. ....	106034	South Mogul Holdings S.à r.l. ....	106039
Metatek S.A. ....	106035	Sova S.A. ....	106054
MPC International S.A. ....	106053	Stratège S.A. ....	106057
MPC International S.A. ....	106053	Supreme Group Holding S.à r.l. ....	106042
MPC International S.A. ....	106054	Tom Topco S.à r.l. ....	106070
MSH Holdings S.à r.l. ....	106034	Trident Participations S.A. ....	106056
Multrans Assets ....	106037	Upto S.A. ....	106055
Newgate S.A. ....	106038	Waycom S.A. ....	106055
Nobel Constructing Company S.A., SPF .....	106034	Weinberg Real Estate Partners #2 SCA .....	106057
		Youelle S.A., SPF ....	106078

**MSH Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2146 Luxembourg, 74, rue de Merl.

R.C.S. Luxembourg B 165.399.

Les comptes annuels au 31/12/2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014082463/9.

(140097194) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 juin 2014.

**Mer Rouge S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1219 Luxembourg, 17, rue Beaumont.

R.C.S. Luxembourg B 91.903.

Les comptes au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

MER ROUGE S.A.

Référence de publication: 2014082445/10.

(140097697) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 juin 2014.

**Nobel Constructing Company S.A., SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.**

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 16.419.

**CLÔTURE DE LIQUIDATION**

L'an deux mille quatorze

Le deux juin.

Par-devant Maître Francis KESSELER, notaire de résidence à Esch/Alzette.

S'est réunie

l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme - société de gestion de patrimoine familial NOBEL CONSTRUCTING COMPANY S.A., SPF, avec siège social à L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur

inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés à Luxembourg sous le numéro B 16.419,

constituée aux termes d'un acte reçu par le notaire instrumentant, alors de résidence à Rambrouch, en date du 29 décembre 1978, publié au Mémorial C numéro 93 du 30 avril 1979,

dont les statuts ont été modifiés à plusieurs reprises et en dernier lieu aux termes d'un acte reçu par le notaire instrumentant, en date du 23 septembre 2009, publié au Mémorial C numéro 2128 du 29 octobre 2009.

La société a été mise en liquidation aux termes d'un acte reçu par le notaire instrumentant en date du 07 mai 2014, en voie de publication au Mémorial C.

La séance est ouverte à 14.00 heures sous la présidence de Madame Sophie HENYON, employée privée, avec adresse professionnelle à Esch/Alzette.

Madame la Présidente désigne comme secrétaire Madame Maria SANTIAGO-DE SOUSA, employée privée, avec adresse professionnelle à Esch/Alzette.

L'assemblée appelle aux fonctions de scrutateur Mademoiselle Claudia ROUCKERT, employée privée, avec adresse professionnelle à Esch/Alzette.

Madame la Présidente expose ensuite:

1.- Qu'il résulte d'une liste de présence, dressée et certifiée exacte par les membres du bureau que les MILLE DEUX CENT CINQUANTE (1.250) actions sans désignation de valeur nominale, représentant l'intégralité du capital de DEUX CENT QUARANTE-HUIT MILLE EUROS (€ 248.000.-), sont dûment représentées à la présente assemblée, qui en conséquence est régulièrement constituée et peut délibérer ainsi que décider valablement sur les points figurant à l'ordre du jour, ci-après reproduit, sans convocations préalables, tous les membres de l'assemblée ayant consenti à se réunir sans autres formalités, après avoir eu connaissance de l'ordre du jour.

Ladite liste de présence dûment signée, restera annexée au présent procès-verbal, pour être soumise en même temps aux formalités de l'enregistrement.

2. Que l'assemblée générale extraordinaire du 28 mai 2014, après avoir entendu le rapport du liquidateur, a nommé commissaire à la liquidation:

La société EURAUDIT S. à r.l., avec siège social à L-2120 Luxembourg, 16, Allée Marconi, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés à Luxembourg section B numéro 42.889 et a fixé à ces jour, heure et lieu la présente assemblée.

3. Madame la présidente expose que l'ordre du jour est le suivant:

- 1) Rapport du Commissaire-vérificateur,
- 2) Décharge au liquidateur et au commissaire à la liquidation,
- 3) Clôture de la liquidation,
- 4) Désignation de l'endroit où seront déposés les livres et documents sociaux.
- 5) Divers

Ensuite l'assemblée aborde l'ordre du jour et après en avoir délibéré, elle a pris à l'unanimité les résolutions suivantes:

*I. Rapport du commissaire à la liquidation*

L'assemblée prend connaissance du rapport du commissaire à la liquidation.

Lecture est donnée du rapport du commissaire-vérificateur.

Ce rapport conclut à l'adoption des comptes de liquidation et restera annexé aux présentes.

*II. Décharge au liquidateur et au commissaire à la liquidation*

Adoptant les conclusions de ce rapport, l'assemblée approuve les comptes de liquidation et donne décharge pleine et entière, sans réserve ni restriction à la société FIDESCO S.A., établie et ayant son siège social à L-2120 Luxembourg, 16, Allée Marconi, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés à Luxembourg sous le numéro B 68.578, de sa gestion de liquidateur de la société ainsi qu'au commissaire à la liquidation, la société EURAUDIT S. à r.l., préqualifiée.

*III. Clôture de liquidation*

L'assemblée prononce la clôture de la liquidation et constate que la société anonyme NOBEL CONSTRUCTING COMPANY S.A., SPF ayant son siège social à Luxembourg, a définitivement cessé d'exister.

L'assemblée décide en outre que les livres et documents sociaux seront déposés et conservés pendant une période de cinq (5) ans à l'adresse du siège de la société.

Plus rien ne figurant à l'ordre du jour et personne ne demandant la parole, Madame la Présidente lève la séance.

DONT ACTE, fait et passé à Esch/Alzette, en l'étude, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparantes, elles ont signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: Henryon, Maria Santiago, Rouckert, Kessler.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 06 juin 2014. Relation: EAC/2014/8042. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur ff. (signé): M. Halsdorf.

POUR EXPEDITION CONFORME.

Référence de publication: 2014082485/68.

(140096870) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 juin 2014.

**Metatek S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2557 Luxembourg, 18, rue Robert Stümper.

R.C.S. Luxembourg B 53.916.

Les comptes annuels au 31/12/2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

Référence de publication: 2014082448/10.

(140097280) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 juin 2014.

**Presco Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 124.417.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Junglinster, le 12 juin 2014.

Pour copie conforme

Référence de publication: 2014082528/11.

(140097044) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 juin 2014.

**Plexus, Société d'Investissement à Capital Variable - Fonds d'Investissement Spécialisé.**

Siège social: L-2453 Luxembourg, 12, rue Eugène Ruppert.  
R.C.S. Luxembourg B 147.238.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Luxembourg, le 12 juin 2014.

Référence de publication: 2014083261/10.

(140097857) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 juin 2014.

**Prairie Management S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1260 Luxembourg, 5, rue de Bonnevoie.  
R.C.S. Luxembourg B 80.417.

*Extrait des résolutions prises par le Conseil d'Administration avec effet au 03 Juin 2014:*

1) Le Conseil d'Administration décide de fixer le siège social de la société au 5, rue de Bonnevoie, L-1260 Luxembourg, avec effet immédiat.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

PRAIRIE MANAGEMENT S.A.

Référence de publication: 2014083267/12.

(140097872) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 juin 2014.

**Artnolens S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-3895 Foetz, bât 2, rue du Commerce.  
R.C.S. Luxembourg B 169.457.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 12 juin 2014.

Pour copie conforme

Pour la société

Maître Carlo WERSANDT

Notaire

Référence de publication: 2014084149/14.

(140098828) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 juin 2014.

**QM Properties 3 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 15.300,00.**

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.  
R.C.S. Luxembourg B 116.846.

En date du 8 Juin 2014 les associés de la Société ont pris les décisions suivantes:

- Démission de Gérald Welvaert de son poste de gérant B avec effet au 8 Juin 2014;
- Démission de Jean-Jacques Josset de son poste de gérant B avec effet au 8 Juin 2014;
- Election de M. Declan Michael McGrath, né le 20 Décembre 1975 à Limerick, Irlande et résidant professionnellement au 18-20 rue Edward Steichen L-2540 Luxembourg, au poste de gérant B avec effet au 8 Juin 2014;
- Election de M. Karol Maziukiewicz, né le 10 Mars 1977 à Elk, Pologne, et résidant professionnellement au 18-20 rue Edward Steichen L-2540 Luxembourg, au poste de gérant B avec effet au 8 Juin 2014.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

TMF Luxembourg S.A.

Signatures

Référence de publication: 2014083279/18.

(140098222) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 juin 2014.

**Multrans Assets, Société Anonyme.**

Siège social: L-1114 Luxembourg, 3, rue Nicolas Adames.  
R.C.S. Luxembourg B 157.711.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014082465/9.

(140097072) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 juin 2014.

**ASE Finance II S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: GBP 12.000,00.**

Siège social: L-1246 Luxembourg, 2A, rue Albert Borschette.  
R.C.S. Luxembourg B 186.521.

*Rectificatif du dépôt L140069525*

L'an deux mille quatorze, le vingt et un mai.

Par devant Maître Martine Schaeffer, notaire de résidence à Luxembourg,

**A COMPARU:**

ASE Holdings II S.à r.l., une société constituée sous les lois du Luxembourg, ayant son siège social à 2a rue Albert Borschette L-1246 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg,, en cours d'immatriculation au Registre de Commerce de Luxembourg ("l'Associé Unique"),

représentée par Monsieur Gianpiero SADDI, employé privé, résidant professionnellement à L-1750 Luxembourg, 74, avenue Victor Hugo, en vertu d'une procuration donnée le 10 avril 2014, qui est restée annexée et a été enregistrée avec l'acte de constitution ci-après cité, signé le 14 avril 2014 pardevant Maître Joëlle BADEN (numéro 305 de son répertoire), notaire de résidence à Luxembourg, agissant en remplacement de Maître Martine SCHAEFFER (numéro 920 de son répertoire), notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, laquelle dernière est restée le dépositaire de la minute, et enregistré à l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines de Luxembourg, Actes Civils, le 16 avril 2014 sous la relation LAC/2014/17952, déposé au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg le 29 avril 2014.

La prédite société ASE Finance II S.à r.l. est une société à responsabilité limitée, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 186.521, avec siège social à 2a, rue Albert Borschette, L-1750 Luxembourg, constituée suivant un acte reçu par Maître Joëlle BADEN, notaire de résidence à Luxembourg, agissant en remplacement de Maître Martine SCHAEFFER, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, en date du 14 avril 2014, non encore publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (la Société).

La partie comparante, représentant la totalité du capital social de la Société a expliqué au notaire que dans la version française, le pouvoir de signature a été erronément indiqué à l'article 10.1. des statuts et qui aurait dû se lire comme suit

**« Art. 10. Représentation.**

10.1. La Société sera engagée en toutes circonstances par (i) la seule signature de son gérant unique, ou (ii) en cas de plusieurs gérants, par la signature d'un des gérants de la Société, ou (iii) les signatures conjointes d'un gérant de Catégorie A et un gérant de Catégorie B si les gérants sont nommés en tant que gérants de Catégorie A et gérants de Catégorie B.»

La partie comparante requiert le notaire de faire cette rectification au Registre de Commerce et des Sociétés Luxembourg.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire de la partie comparante, le mandataire de la partie comparante a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: G. Saddi et M. Schaeffer.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 30 mai 2014. Relation: LAC/2014/25201. Reçu douze euros Eur 12.-.

*Le Receveur (signé): Irène THILL.*

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la demande de la prédite société, aux fins d'inscription au Registre de Commerce.

Luxembourg, le 13 juin 2014.

Référence de publication: 2014082849/45.

(140097916) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 juin 2014.

**Newgate S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1911 Luxembourg, 9, rue du Laboratoire.

R.C.S. Luxembourg B 151.132.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014082483/9.

(140097627) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 juin 2014.

**ASE Holdings II S.à r.l., Société à responsabilité limitée.****Capital social: GBP 12.000,00.**

Siège social: L-1246 Luxembourg, 2A, rue Albert Borschette.

R.C.S. Luxembourg B 186.442.

L'an deux mille quatorze, le vingt et un mai.

Par devant Maître Martine Schaeffer, notaire de résidence à Luxembourg,

**A COMPARU:**

ASE II F&F LLP, une entreprise constituée sous les lois d'Angleterre et du Pays de Galles, ayant son siège social à c/o Commercial Estate Group Limited, Sloane Square House, 1 Holbein Place, London, SW1W 8NS, enregistrée au Registre des Sociétés d'Angleterre et du Pays de Galles sous le numéro OC392401 ("l'Associé Unique"),

représentée par Monsieur Gianpiero SADDI, employé privé, résidant professionnellement à L-1750 Luxembourg, 74, avenue Victor Hugo, en vertu d'une procuration donnée le 8 avril 2014, qui est restée annexée et a été enregistrée avec l'acte de constitution ci-après cité, signé le 14 avril 2014 pardevant Maître Joëlle BADEN (numéro 303 de son répertoire), notaire de résidence à Luxembourg, agissant en remplacement de Maître Martine SCHAEFFER (numéro 918 de son répertoire), notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, laquelle dernière est restée le dépositaire de la minute, et enregistré à l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines de Luxembourg, Actes Civils, le 16 avril 2014 sous la relation LAC/2014/17949, déposé au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg le 28 avril 2014.

La prédite société ASE Holdings II S.à r.l. est une société à responsabilité limitée, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 186.442, avec siège social à 2a, rue Albert Borschette, L-1750 Luxembourg, constituée suivant un acte reçu par Maître Joëlle BADEN, notaire de résidence à Luxembourg, agissant en remplacement de Maître Martine SCHAEFFER, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, en date du 14 avril 2014, non encore publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (la Société).

La partie comparante, représentant la totalité du capital social de la Société a expliqué au notaire que dans la version française, le pouvoir de signature a été erronément indiqué à l'article 10.1. des statuts et qui aurait dû se lire comme suit

**« Art. 10. Représentation.**

10.1. La Société sera engagée en toutes circonstances par (i) la seule signature de son gérant unique, ou (ii) en cas de plusieurs gérants, par la signature d'un des gérants de la Société, ou (iii) les signatures conjointes d'un gérant de Catégorie A et un gérant de Catégorie B si les gérants sont nommés en tant que gérants de Catégorie A et gérants de Catégorie B.»

La partie comparante requiert le notaire de faire cette rectification au Registre de Commerce et des Sociétés Luxembourg.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire de la partie comparante, le mandataire de la partie comparante a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: G. Saddi et M. Schaeffer.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 30 mai 2014. Relation: LAC/2014/25200. Reçu douze euros Eur 12.-.

Le Releveur (signé): Irène THILL.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la demande de la prédite société, aux fins d'inscription au Registre de Commerce.

Luxembourg, le 13 juin 2014.

Référence de publication: 2014082850/45.

(140097894) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 juin 2014.

**South Mogul Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2146 Luxembourg, 74, rue de Merl.  
R.C.S. Luxembourg B 160.682.

Les comptes annuels au 31/12/2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014082595/9.

(140097012) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 juin 2014.

**RMD International S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2520 Luxembourg, 35, allée Scheffer.  
R.C.S. Luxembourg B 177.209.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Pour la société*

*Un mandataire*

Référence de publication: 2014082577/11.

(140097530) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 juin 2014.

**HaRav Kook Neve Tsedek S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: ILS 61.542,00.**

Siège social: L-2449 Luxembourg, 3, boulevard Royal.  
R.C.S. Luxembourg B 187.664.

In the year two thousand and fourteen, on the fourth day of June.

Before us, Maître Francis KESSELER, notary, residing in Esch sur Alzette, Grand Duchy of Luxembourg.

**THERE APPEARED:**

HaRav Kook Holding S.à r.l., a Luxembourg "société à responsabilité limitée" incorporated under the laws of the Grand-Duchy of Luxembourg, having its registered office at 3, boulevard royal, L-2449 Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg, in the process of being registered with the Luxembourg Trade and Companies Register ("HKH"),

Duly represented by Mrs Sophie HENRYON, private employee, residing professionally in Esch/Alzette, by virtue of a proxy given under private deed.

The aforementioned proxy, after having been signed "ne varietur" by the proxy holder and by the undersigned notary, will remain attached to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

HKH, represented as described above, requests the undersigned notary to act that it is the sole shareholder (the "Sole Shareholder") of HaRav Kook Neve Tsedek S.à r.l., a Luxembourg "société à responsabilité limitée" incorporated under the laws of the Grand-Duchy of Luxembourg, having its registered office at 3, boulevard royal, L-2449 Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B (pending), incorporated by a deed enacted by Maître Francis KESSELER on 28 May 2014, not yet published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (hereinafter referred to as the "Company").

The aforementioned appearing party, represented as described above, acting as Sole Shareholder of the Company, requests the notary to act the following resolutions:

*First resolution*

The Sole Shareholder resolves to increase the share capital of the Company by contribution in cash in an amount of five hundred euro (EUR 500.-), so as to raise the share capital from its present amount of twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500.-) to thirteen thousand euros (13,000.-), by the issuance of five hundred (500) shares, having a nominal of one euro (EUR 1.-) each (the "New Shares").

*Subscription - Payment*

Thereupon, the person appearing, acting as duly appointed attorney of the Sole Shareholder, by virtue of the aforementioned proxy, declared to subscribe in the name and on behalf of the Sole Shareholder, to the New Shares, representing a total amount of five hundred euro (EUR 500.-) and to make payment in full for such New Shares by a contribution in cash amounting to five hundred euros (EUR 500.-).

The amount of five hundred euro (EUR 500.-) has been fully paid up in cash and is now available to the Company and is at the disposal of the Company.



106040

*Second resolution*

The Sole Shareholder resolves to convert the currency of the share capital of the Company from euro (EUR) to Israeli Shekels (ILS) and therefore to fix the share capital of the Company from its actual amount of thirteen thousand euro (EUR 13,000.-) to an amount of sixty-one thousand five hundred and forty-two Israeli Shekels (ILS 61,542) represented by sixty-one thousand five hundred and forty-two (61,542) shares with a nominal value of one Israeli Shekel (ILS 1.-) each.

*Third resolution*

The Sole Shareholder resolves to adapt the article 6.1 of the articles of association of the Company to the aforementioned changes so that it can be read as follows:

« **Art. 6.1.** The share capital is set at sixty-one thousand five hundred and forty-two Israeli Shekels (ILS 61,542) represented by sixty-one thousand five hundred and forty-two (61,542) shares with a nominal value of one Israeli Shekel (ILS 1.-) each".

*Fourth resolution*

The Sole Shareholder resolves to grant power to any manager or any employee of Quilvest Luxembourg S.A., with registered address at 3, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg to update the Company's shares register.

*Expenses*

The expenses, costs, fees and outgoings of any kind whatsoever borne by the Company, as a result of the presently stated, are evaluated at approximately one thousand five hundred euro (EUR 1,500.-).

*Statement*

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that at the request of the appearing persons the present deed is worded in English, followed by a French version; at the request of the same appearing persons, in case of discrepancies between the French and the English texts, the French version will prevail.

WHEREOF, the present notarized deed was drawn up in Esch sur Alzette on the day stated at the beginning of this document.

The document having been read to the appearing persons, the said appearing persons signed with Us, the notary, the present original deed.

**Suit la version en langue française du texte qui précède:**

En l'an deux mille quatorze, le quatre juin.

Par-devant nous, Maître Francis KESSELER, notaire de résidence à Esch-sur-Alzette, Grand-Duché de Luxembourg.

**A COMPARU:**

la société HaRav Kook Holding S.à r.l., une société à responsabilité limitée constituée et existant valablement au regard du droit du Grand-Duché de Luxembourg, avec siège social à L-2449 Luxembourg, 3, Boulevard royal, en cours d'immatriculation auprès du registre de commerce et des sociétés de Luxembourg («HKH»),

Dûment représentée par Madame Sophie HENRYON, employée privée, demeurant à professionnellement à Esch/Alzette, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé.

Ladite procuration, après avoir été signée ne varietur par le mandataire et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour être soumis avec lui aux formalités de l'enregistrement.

HKH, représentée comme décrit ci-dessus, prie le notaire soussigné, d'acter qu'elle est l'associée unique (l'«Associé Unique») de la société HaRav Kook Neve Tsedek S.à r.l., une société à responsabilité limitée constituée et existant valablement au regard du droit du Grand-Duché de Luxembourg, avec siège social à L-2449 Luxembourg, 3, Boulevard royal, constituée selon un acte reçu par le notaire soussigné en date du 28 mai 214, en cours de publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (ci-après la "Société").

Ladite partie comparante, représentée comme décrit ci-dessus, en sa qualité d'Associé Unique de la Société, a demandé au notaire instrumentant d'acter les résolutions suivantes:

*Première résolution*

L'Associé Unique décide d'augmenter le capital social de la Société pour un montant de cinq cent euro (EUR 500,-) afin de la porter de son montant actuel de douze mille cinq cent (EUR 12.500,-) au montant de treize mille euro (EUR 13.000,-) par l'émission de cinq cent (500) nouvelles parts sociales d'une valeur nominale de un euro (EUR 1,-) chacune (les «Nouvelles Parts»).

*Souscription - Libération*

Ensuite intervient le comparant, prénommé, agissant en sa qualité de mandataire spécial de l'Associé Unique, en vertu de la procuration prémentionnée, qui déclare souscrire, au nom et pour le compte de l'Associé Unique, aux Nouvelles Parts, pour une valeur totale d'un montant de cinq cent euro (EUR 500,-).



Toutes les Nouvelles Parts ont été libérées intégralement par paiement en numéraire, de sorte que la somme de cinq cent euro (EUR 500,-) se trouve à présent à la libre disposition de la Société.

*Deuxième résolution*

L'Associé Unique décide de convertir la devise du capital social de la Société d'euro en Shekels israéliens (ILS) et dès lors de fixer le capital social de la Société de son montant actuel de treize mille euro (EUR 13.000,-) au montant de soixante-et-un mille cinq cent quarante-deux Shekels Israéliens (ILS 61.542) représenté par soixante-et-un mille cinq cent quarante-deux (61.542) parts sociales d'une valeur nominale d'un Shekel israélien (ILS 1,-) chacune.

*Troisième résolution*

A la suite des résolutions précédentes, l'Associé Unique décide de modifier l'Article 6.1 des statuts de la Société, afin de lui donner la teneur suivante:

« **6.1.** Le capital social de la Société s'élève à soixante-et-un mille cinq cent quarante-deux Shekels Israéliens (ILS 61.542) représenté par soixante-et-un mille cinq cent quarante-deux (61.542) parts sociales d'une valeur nominale d'un Shekel israélien (ILS 1,-) chacune.»

*Quatrième résolution*

L'Associé Unique donne pouvoir à tout gérant ainsi qu'à tout employé de la société Quilvest Luxembourg S.A., ayant son siège social au 3, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg de mettre à jour le registre d'associés de la Société.

*Coûts*

Les frais, dépenses, rémunérations et charges sous quelque forme que ce soit, incombant à la Société et mis à sa charge à raison des présentes, sont évalués à mille cinq cents euros (EUR 1.500,-).

*Déclaration*

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate par les présentes qu'à la requête des comparants, le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une version française. A la requête des mêmes comparants et en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version en langue française fera foi.

Dont Procès-verbal, fait et passé à Esch-sur-Alzette, les jours, mois et an qu'en tête des présentes.

Lecture faite aux comparants, ils ont signé ensemble avec Nous notaire, le présent acte.

Signé: Henryon, Kessler.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 06 juin 2014. Relation: EAC/2014/8045. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Releveur ff. (signé): M. Halsdorf.

POUR EXPEDITION CONFORME.

Référence de publication: 2014082307/119.

(140097017) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 juin 2014.

---

**LC & MS, S.à r.l. (Learning Content and Management System), Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1449 Luxembourg, 20, rue de l'Eau.

R.C.S. Luxembourg B 173.504.

**DISSOLUTION**

L'an deux mil quatorze, le vingt-deux mai,

Pardevant Maître Karine REUTER, notaire de résidence à Pétange (Grand-Duché de Luxembourg).

**ONT COMPARU:**

1. Monsieur Román RUBERT BERNART, entrepreneur, né le 22 décembre 1966 à Villarreal (Castellón) (Espagne), demeurant à E-12005. Castellon. Avda. Godofredo Buenosaires, 22 Bajo.

2. Madame Ana Abel PUIG MONFORT, technicien en marketing, née le 2 décembre 1964 à Castellón de la Plana (Espagne), demeurant à E-12560 Benicassim. Castellón. C/ Rio Guadiana, 4 - Voltant de Montornes,

représentés par Monsieur Miguel ANDREU, avocat, demeurant professionnellement à Luxembourg, en vertu de procurations signées sous seing privé, lesquelles procurations, après signature par le mandataire et le notaire instrumentant, resteront annexées aux présentes pour être formalisées avec lui.

Lesquelles parties comparantes ont requis le notaire instrumentant d'acter ce qui suit:

Suivant acte reçu par le notaire instrumentant, en date du 7 décembre 2012, a été constituée une société à responsabilité limitée

LC & MS, S.à r.l. (Learning Content and Management System)

établie et ayant son siège social à L-1449 Luxembourg, 20 rue de l'Eau,

inscrite au registre de commerce et des sociétés sous le numéro B173.504,  
publiée au Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations, en date du 30 janvier 2013, numéro 221, page 10.603,

dont le capital social s'élève à la somme de douze mille cinq cents (12.500.-) euros, divisé en cent (100) parts sociales de cent vingt-cinq (125.-) euros chacune.

Les parties comparantes représentant l'intégralité du capital social de ladite société se constituent en assemblée générale, et, renonçant à tout délai et toute formalité de convocation, déclarent constater que ladite assemblée générale est valablement constituée.

Par la suite, les parties comparantes ont prié le notaire d'acter ce qui suit:

I. Les parties comparantes, représentant l'intégralité du capital social, déclarent et décident expressément dissoudre et liquider la société à compter de ce jour, celle-ci ayant cessé toute activité.

II. Les parties soussignées connaissent parfaitement la situation financière et les statuts de la société.

III. Les parties soussignées, associés uniques de la prédite société, se considérant comme liquidateurs de ladite société, déclarent avoir réglé ou provisionné tout le passif de la société et déclarent répondre personnellement et solidairement de tout le passif social et de tous les engagements de la société, même inconnus à ce jour.

IV. Les parties soussignées donnent décharge expresse au gérant pour l'exécution de son mandat jusqu'à la date de l'acte notarié.

V. Les parties soussignées approuvent encore par les présentes les comptes de ladite société.

VI. La liquidation de la société est par conséquent achevée.

VII. Les livres et documents de la société seront conservés pendant une durée de cinq (5) années à l'adresse de L-1449 Luxembourg, 20 rue de l'Eau.

#### *Evaluation des frais*

Le montant des frais, dépenses et charges sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou sont mis à sa charge à raison du présent acte, s'élèvent à la somme de MILLE TROIS CENTS EUROS (1.300.-€). A l'égard du notaire instrumentant, toutes les parties comparantes et / ou signataires des présentes reconnaissent être solidairement tenues du paiement des frais, dépenses et honoraires découlant des présentes.

#### *Déclarations générales*

Les parties déclarent que le notaire instrumentant leur a expliqué tous les effets et toutes les conséquences du présent acte. Elles ont persisté à procéder par le présent acte et ont déclaré décharger le notaire instrumentant de toute conséquence et responsabilité éventuelle pouvant découler du présent acte.

DONT ACTE, fait est passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au représentant des parties comparantes, il a signé avec Nous notaire le présent acte.

Signés: M. ANDREU, K. REUTER.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 28 mai 2014. Relation: EAC/2014/7545. Reçu soixante-quinze euros 75.-

Le Receveur (signé): M. HALSDORF.

POUR EXPEDITION CONFORME.

PETANGE, le 11 juin 2014.

Référence de publication: 2014082411/61.

(140097025) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 juin 2014.

---

#### **Supreme Group Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 140.153.

#### **RECTIFICATIF**

Les comptes annuels modifiés au 31 décembre 2010 déposés antérieurement le 04/01/2012 sous la référence L120002134 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait conforme

Référence de publication: 2014082606/12.

(140097091) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 juin 2014.

---

**Merit Invest S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2168 Luxembourg, 127, rue de Mühlenbach.  
R.C.S. Luxembourg B 145.582.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014082447/10.

(140097216) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 juin 2014.

**HaRav Kook Neve Tsedek S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2449 Luxembourg, 3, boulevard Royal.  
R.C.S. Luxembourg B 187.664.

**STATUTES**

In the year two thousand and fourteen, on the twenty-eighth of May.

Before Maître Francis Kessler, notary residing in Esch/Alzette, Grand Duchy of Luxembourg.

**APPEARED**

HaRav Kook Holding S.à r.l. a private limited liability company ("société à responsabilité limitée") established and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 3, Boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, a share capital in the amount of EUR 15,000.- and in the process of registration with the Luxembourg Trade and Companies Register ("Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg") (the "Appearing Party"),

The Appearing Party was represented by Ms. Sophie HENRYON, employee having her professional address at 5, rue Zénon Bernard, L-4030 Esch/Alzette, Grand Duchy of Luxembourg, as its proxy (the "Proxyholder") pursuant to a power of attorney given under private deed. The power of attorney, signed ne varietur by the Proxyholder and the notary, shall remain annexed to this deed and shall be registered with it.

The Appearing Party, represented by the Proxyholder, has requested the notary to incorporate a private limited liability company ("société à responsabilité limitée") with the following articles of incorporation:

**ARTICLES OF INCORPORATION**

**Chapter I. - Form, Name, Corporate object, Duration, and Registered office**

**1. Art. 1. Form.** There exists a private limited liability company, which shall be governed by the laws pertaining to such an entity (the "Company"), and in particular by the law of August 10, 1915 on commercial companies as amended (the "Law"), as well as by the present articles of association (the "Articles").

**2. Art. 2. Name.** The Company shall bear the name "HaRav Kook Neve Tsedek S.à r.l.".

**3. Art. 3. Corporate object.**

3.1 The Company may carry out all transactions pertaining directly or indirectly to the taking of participating interests in any enterprises in whatever form, as well as the administration, management, control and development of such participating interests, in the Grand Duchy of Luxembourg and abroad.

3.2 The Company may particularly use its funds for the setting-up, management, development and disposal of a portfolio consisting of any securities and intellectual property rights of whatever type or origin, participate in the creation, development and control of any enterprises, acquire by way of contribution, subscription, underwriting or by option to purchase and any other way whatsoever, any type of securities and intellectual property rights, realise them by way of sale, transfer, exchange or otherwise, have these securities and intellectual property rights developed. The Company may grant assistance (by way of loans, advances, guarantees or securities or otherwise) to companies or other enterprises in which the Company has an interest or which form part of the group of companies to which the Company belongs (including shareholders or affiliated entities) or any other companies. The Company may further pledge, transfer, encumber or otherwise create security over all or over some of its assets.

3.3 The Company may borrow in any form except by way of public offer (to the extent prohibited by any applicable law). It may issue by way of private placement only, notes, bonds and debentures and any kind of debt, whether convertible or not, and/or equity securities.

3.4 In general, the Company may likewise carry out any financial, commercial, industrial, movable or real estate transactions, take any measures to safeguard its rights and make any transactions whatsoever which are directly or indirectly connected with its purpose or which are liable to promote their development.

**4. Art. 4. Duration.** The Company is formed for an unlimited period of time.

### **5. Art. 5. Registered office.**

5.1 The registered office of the Company is established in the City of Luxembourg.

5.2 It may be transferred to any other address in the same municipality or to another municipality by a decision of the Sole Manager (as defined below) or the Board of Managers (as defined below), respectively by a resolution taken by the extraordinary general meeting of the shareholders, as required by the then applicable provisions of the Law.

5.3 The Company may have offices and branches, both in the Grand Duchy of Luxembourg and abroad.

## **Chapter II. - Share capital, Shares and transfer of shares**

### **6. Art. 6. Share capital.**

6.1 The share capital is set at twelve thousand five hundred Euros (EUR 12,500.-) represented by twelve thousand five hundred (12,500) shares with a nominal value of one Euro (EUR 1.-) each.

6.2 The share capital may be changed at any time by a decision of the sole shareholder or by a decision of the shareholders' meeting, in accordance with Article 17 of the Articles.

6.3 The Company may repurchase its own shares within the limits set by the Law and the Articles. The Sole Manager or the Board of Managers (as defined below) will have to be authorised by the shareholders' meeting acting in accordance with Article 17.8 to proceed to such a repurchase. In any case, the repurchase cannot result in reducing the net assets of the Company below the aggregate of the subscribed capital and the reserves which may not be distributed under the Law and the Articles.

**7. Art. 7. Share premium account.** The Company may set up a share premium account into which any premium paid on any share is transferred. The share premium is at the free disposal of the shareholders.

### **8. Art. 8. Shareholders' rights.**

8.1 All shares have equal economic and voting rights.

8.2 Each share entitles the holder thereof to a fraction of the Company's assets and profits in accordance with Article 20.

**9. Art. 9. Shares indivisibility.** Towards the Company, the shares are indivisible, since only one owner is admitted per share. Joint co-owners have to appoint a sole person as their representative towards the Company.

### **10. Art. 10. Transfer of shares.**

10.1 In case of a sole shareholder, the Company's shares held by the sole shareholder are freely transferable.

10.2 In case of plurality of shareholders, the shares held by each shareholder may only be transferred in accordance with articles 189 and 190 of the Law.

## **Chapter III. - Management**

### **11. Art. 11. Board of managers.**

11.1 The Company is managed by one (the "Sole Manager") or more managers. If several managers have been appointed, they constitute a board of managers (the "Board of Managers").

11.2 The manager(s) need not be shareholders. The manager(s) may be dismissed at any time, with or without cause, by a resolution of shareholders holding more than half of the share capital.

### **12. Art. 12. Powers of the sole manager or the board of managers.**

12.1 In dealing with third parties, the Sole Manager or the Board of Managers shall have all powers to act in the name of the Company in all circumstances and to carry out and approve all acts and operations consistent with the Company's purpose.

12.2 All powers not expressly reserved by the Law or the Articles to the general meeting of shareholders shall fall within the competence of the Sole Manager or the Board of Managers.

**13. Art. 13. Representation of the company.** Towards third parties, the Company shall be bound by (i) the sole signature of the Sole Manager or, in case of plurality of managers, (ii) the joint signature of any two managers, or (iii) the single or joint signature of any person(s) to whom such signatory power has been delegated by the Board of Managers.

**14. Art. 14. Delegation and agent of the sole manager or the board of managers.** The Sole Manager or the Board of Managers may delegate his/her/its powers for specific tasks to one or several ad hoc agent(s) and shall determine the agent's responsibilities and remuneration (if any), the duration of representation and any other relevant conditions of this agency.

### **15. Art. 15. Meeting of the board of managers.**

15.1 The Board of Managers may elect a chairman from among its members. If the chairman is unable to be present, his place will be taken by election among managers present at the meeting. The chairman shall have no casting vote.

15.2 The Board of Managers may elect a secretary who needs not be a manager or a shareholder of the Company.

15.3 The meetings of the Board of Managers are convened by the chairman or by any two (2) managers. The Board of Managers shall meet as often as the Company's interest so requires at the place indicated in the convening notice.

15.4 Written notice, whether in original, by facsimile or e-mail, of any meeting of the Board of Managers shall be given to all managers at least twenty-four (24) hours in advance of the date set for such meeting, except in case of emergency, in which case the nature of such circumstances shall be set forth in the convening notice of the meeting of the Board of Managers.

15.5 No such convening notice is required if all the members of the Board of Managers are present or represented at the meeting and if they state to have been duly informed, and to have had full knowledge of the agenda of the meeting. The notice may be waived by the consent in writing, whether in original, by facsimile or e-mail, of each member of the Board of Managers.

15.6 A manager may be represented at the Board of Managers by another manager, and a manager may represent several managers.

15.7 The Board of Managers may only validly debate and take decisions if a majority of its members are present or represented, and any decisions taken by the Board of Managers shall require a simple majority.

15.8 One or more managers may participate in a meeting by means of a conference call or by any similar means of communication enabling thus several persons participating therein to simultaneously communicate with each other. Such participation shall be deemed equal to a physical presence at the meeting. Such a decision may be documented in a single document or in several separate documents having the same content signed by all the members having participated.

15.9 A written decision, approved and signed by all the managers, is proper and valid as though it had been adopted at a meeting of the Board of Managers, which was duly convened and held. Such a decision may be documented in a single document or in several separate documents having the same content signed by all the members of the Board of Managers. The date of the written resolutions will be the date of the last signature of a manager on a copy of the present written resolutions.

15.10 For each meeting of the Board of Managers, written minutes of a meeting shall be prepared, signed by all managers present or represented at the meeting and stored at the registered office of the Company.

15.11 Extracts shall be certified by any manager or by any person nominated by any manager.

**16. Art. 16. Liability of the managers.** The manager(s) assume(s), by reason of her/his/their position, no personal liability in relation to any commitment validly made by her/him/them in the name of the Company.

#### **Chapter IV. - Shareholders' meetings**

##### **17. Art. 17. Shareholders' meetings.**

17.1 If there is only one shareholder, that sole shareholder assumes all powers conferred to the general shareholders' meeting.

17.2 In case of a plurality of shareholders, each shareholder may take part in collective decisions irrespectively of the number of shares owned. Each shareholder has voting rights commensurate with her/his/its shareholding.

17.3 If there are more than twenty-five shareholders, the shareholders' decisions have to be taken at meetings to be convened in accordance with the applicable legal provisions.

17.4 If there are less than twenty-five shareholders, each shareholder may receive the text of the decisions to be taken and cast its vote in writing.

17.5 Shareholders' meetings may always be convened by the Board of Managers, failing which by shareholder(s) representing more than half of the share capital of the Company.

17.6 If all the shareholders are present or represented they can waive any convening formalities and the meeting can be validly held without prior notice.

17.7 A shareholder may be represented at a shareholders' meeting by appointing in writing (or by fax or e-mail or any similar means) an attorney who need not be a shareholder.

17.8 Collective decisions are only validly taken insofar as they are adopted by shareholder(s) owning more than half of the share capital.

17.9 However, resolutions to amend the Articles may only be adopted by (i) a majority of shareholders (ii) owning at least three quarters of the Company's share capital, in accordance with the provisions of the Law. Change of nationality of the Company requires unanimity.

#### **Chapter V. - Accounting year and annual accounts**

**18. Art. 18. Accounting year.** The Company's accounting year starts on the first of January and ends on the thirty-first of December of the same year.

##### **19. Art. 19. Annual accounts and annual general meeting of shareholders.**

19.1 At the end of each accounting year, the Company's accounts are established, and the Sole Manager or the Board of Managers prepares an inventory including an indication of the value of the Company's assets and liabilities.

19.2 Each shareholder may inspect the above inventory and balance sheet at the Company's registered office.

19.3 The balance sheet and profit and loss account shall be submitted to the shareholders for approval each year.

19.4 If there are more than twenty-five shareholders, the supervision of the Company must be entrusted to a supervisory board comprising one or more supervisory auditors (commissaires).

**20. Art. 20. Allocation of profits and interim dividends.**

20.1 The credit balance of the profit and loss account, after deduction of the expenses, costs, amortization, charges and provisions represents the net profit of the Company.

20.2 Every year, five percent (5%) of the net profit shall be allocated to the legal reserve. This allocation ceases to be compulsory when the legal reserve amounts to ten percent (10%) of the issued share capital.

20.3 The balance of the net profit may be distributed to the sole shareholder or to the shareholders in proportion to their shareholding in the Company in compliance with Article 17.8.

20.4 The Sole Manager or the Board of Managers may decide to pay interim dividends to the shareholders before the end of the financial year on the basis of a statement of accounts showing that sufficient funds are available for distribution, it being understood that the amount to be distributed may not exceed realised profits since the end of the last financial year, increased by carried forward profits and distributable reserves, but decreased by carried forward losses and sums to be allocated to a reserve to be established according to the Law or these Articles.

**Chapter VI. - Liquidation and dissolution**

**21. Art. 21. Liquidation.**

21.1 The liquidation of the Company shall be decided by the shareholders' meeting in accordance with the applicable legal provisions.

21.2 At the time of winding up the Company, the liquidation shall be carried out by one or several liquidators, shareholders or not, appointed by the shareholder(s) who shall determine their powers and remuneration.

21.3 At the time of winding up the Company, any distributions to the shareholders shall be made in accordance with Article 20.3.

**22. Art. 22. Dissolution.** The Company shall not be dissolved by reason of the death, suspension of civil rights, insolvency or bankruptcy of the sole shareholder or of any of the shareholders.

**Chapter VII. - Applicable law**

**23. Art. 23.** Reference is made to the provisions of the Law for all matters for which no specific provision is made in the Articles.

*Subscription - Payments*

The share capital has been subscribed as follows:

Subscriber	Shares
HaRav Kook Holding S.à r.l. ....	12,500
Total .....	12,500

All these shares have been fully paid up by a contribution in cash so that the Company's subscribed and issued share capital of twelve thousand five hundred Euros (EUR 12,500.-) is now at the free disposal of the Company.

*Costs*

The amount of the expenses, remuneration and charges, in any form whatsoever, to be borne by the Company for its incorporation, amount to about one thousand five hundred euro (EUR 1,500.-).

*Statement*

The notary declares that he/she has checked the existence of the conditions provided for by the Law for the incorporation of a private limited liability company (société à responsabilité limitée) and states explicitly that these conditions are fulfilled.

*Transitory provisions*

The first accounting year shall begin on the date of the incorporation of the Company and shall terminate on 31 December 2014.

*Extraordinary general meeting*

The Appearing Party, being the holder of all the shares of the Company and represented by the Proxyholder, passed the following resolutions:

*First resolution:*

Each of the following is appointed as a manager of the Company for an undetermined duration:



1. Mr. Jean-Luc BERREBI, born on 10 July 1972 in Dugny (France), having his address at Hankin 38, 43465 Raanana, Israël;

2. Mr. Laurent GODINEAU, corporate director, born on 17 June 1973 in Cholet (France), having his professional address at 3, Boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg; and

3. Ms. Emilie SCHMITZ, corporate director, born on 8 February 1982 in Metz (France), having her professional address at 3, Boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

*Second resolution:*

The registered office of the Company is at 3, Boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

*Notarial deed*

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the Appearing Party, the present deed is worded in English followed by a French translation; on the request of the Appearing Party and in case of discrepancy between the English and the French text, the English version will prevail.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Esch/Alzette, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the Appearing Party, represented by the Proxyholder, known to the notary, by his/her surname, Christian name, civil status and residence, the Appearing Party represented by the Proxyholder signed together with us, the notary, the present original deed.

**Suit la traduction française du texte qui précède:**

L'an deux mille quatorze, le vingt-huit mai.

Par-devant Maître Francis Kessler, notaire de résidence à Esch/Alzette, Grand-Duché de Luxembourg.

**A COMPARU**

HaRav Kook Holding S.à r.l. une société à responsabilité limitée établie et existant selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 3, Boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, un capital social de EUR 15.000,- et en cours d'enregistrement auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg (la «Partie comparante»),

ici représentée par Mme Sophie HENRYON, employée ayant son adresse professionnelle au 5, rue Zénon Bernard, L-4030 Esch/Alzette, Grand-Duché de Luxembourg (le «Mandataire»), en vertu d'une procuration donnée sous seing privée. La procuration signée ne varietur par le Mandataire et par le notaire soussigné restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

La Partie comparante, représentée par le Mandataire, a requis le notaire instrumentant d'acter la constitution de la société à responsabilité limitée avec les statuts suivants:

**STATUTS**

**Chapitre I<sup>er</sup> . - Forme, Nom, Objet social, Durée et siège social**

**1. Art. 1<sup>er</sup> . Forme.** Il existe une société à responsabilité limitée qui est régie par les lois relatives à une telle entité (la «Société»), et en particulier la loi du 10 Août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée (la «Loi»), ainsi que par les présents statuts (les «Statuts»).

**2. Art. 2. Dénomination.** La Société sera dénommée «HaRav Kook Neve Tsedek S.à r.l.».

**3. Art. 3. Objet social.**

3.1 La Société peut réaliser toutes opérations se rapportant directement ou indirectement à la prise de participations sous quelque forme que ce soit, dans toute entreprise quelle que soit sa forme, ainsi que l'administration, la gestion, le contrôle et le développement de ces participations, au Grand-Duché de Luxembourg et à l'étranger.

3.2 La Société peut notamment employer ses fonds à la création, à la gestion, à la mise en valeur et à la liquidation d'un portefeuille se composant de tous titres et droits de propriété intellectuelle de toute sorte et de toute origine, participer à la création, au développement et au contrôle de toute entreprise, acquérir par voie d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat et de toute autre manière, tous titres et droits de propriété intellectuelle, les réaliser par voie de vente, de cession, d'échange ou autrement et mettre en valeur ces titres et droits de propriété intellectuelle. La Société peut accorder tout concours (par voie de prêts, avances, garanties, sûretés ou autres) aux sociétés ou entités dans lesquelles elle détient une participation ou faisant partie du groupe de sociétés auquel appartient la Société (y compris ses associés ou entités affiliées) ou de toute autre société. La Société peut en outre nantir, céder, grever de charges ou créer, de toute autre manière, des sûretés portant sur tout ou partie de ses avoirs.

3.3 La Société peut emprunter sous quelque forme que ce soit sauf par voie d'offre publique (pour autant que prohibé par les lois applicables). Elle peut procéder, uniquement par voie de placement privé, à l'émission de parts sociales et obligations et d'autres titres représentatifs d'emprunts, convertibles ou non, et/ou de créances.



3.4 En général, la Société peut également réaliser toute opération financière, commerciale, industrielle, mobilière ou immobilière, prendre toutes mesures pour sauvegarder ses droits et réaliser toutes opérations, qui se rattachent directement ou indirectement à son objet ou qui favorisent son développement.

**4. Art. 4. Durée.** La Société est constituée pour une durée illimitée.

**5. Art. 5. Siège social.**

5.1 Le siège social de la Société est établi dans la Ville de Luxembourg.

5.2 Il peut être transféré à toute autre adresse à l'intérieur de la même commune ou dans une autre commune, respectivement par décision du Gérant Unique (tel que défini ci-après) ou du Conseil de Gérance (tel que défini ci-après), ou par une résolution de l'assemblée générale extraordinaire des associés, tel que requis par les dispositions applicables de la Loi.

5.3 La Société peut avoir des bureaux et des succursales tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

## **Chapitre II. - Capital social, Parts sociales et transfert des parts**

**6. Art. 6. Capital social.**

6.1 Le capital social de la Société s'élève à douze mille cinq cents Euros (EUR 12.500,-) représenté par douze mille cinq cents (12.500) parts sociales d'une valeur nominale d'un Euro (EUR 1.-) chacune.

6.2 Le montant du capital social pourra être modifié à tout moment par décision de l'associé unique ou par décision de l'assemblée générale, tel que prévu par l'Article 17 des Statuts.

6.3 La Société peut racheter ses propres parts sociales dans les limites prévues par la Loi et les Statuts. Le Gérant Unique ou le Conseil de Gérance (tel que définis ci-après) pourra être autorisé à procéder à un tel rachat sur base d'une décision de l'assemblée générale des associés prise conformément aux dispositions de l'Article 17.8. Un tel rachat ne pourra en aucun cas avoir pour effet que l'actif net de la Société devienne inférieur au montant de son capital souscrit, augmenté des réserves que la Loi ou les Statuts ne permettent pas de distribuer.

**7. Art. 7. Compte de prime d'émission.** La Société peut mettre en place un compte de prime d'émission dans lequel sera transféré toute prime payée sur chaque part. La prime d'émission est à la libre disposition des associés.

**8. Art. 8. Droits des associés.**

8.1 Toutes les parts confèrent à leurs détenteurs les mêmes droits de vote et droits financiers.

8.2 Chaque part sociale donne droit à son détenteur à une fraction des actifs et bénéfices de la Société, conformément à l'Article 20.

**9. Art. 9. Indivisibilité des parts.** Envers la Société, les parts sociales sont indivisibles, de sorte qu'un seul propriétaire par part sociale est admis. Les copropriétaires indivis doivent désigner une seule personne qui les représente auprès de la Société.

**10. Art. 10. Transfert des parts.**

10.1 Dans l'hypothèse où il n'y a qu'un seul associé, les parts sociales détenues par celui-ci sont librement transmissibles.

10.2 Dans l'hypothèse où il y a plusieurs associés, les parts sociales détenues par chacun d'entre eux ne sont transmissibles que conformément à l'article 189 et 190 de la Loi.

## **Chapitre III. - Gérance**

**11. Art. 11. Conseil de gérance.**

11.1 La Société est gérée par un gérant (le «Gérant Unique») ou plusieurs gérants. Si plusieurs gérants sont nommés, ils constituent un conseil de gérance (le «Conseil de Gérance»).

11.2 Le(s) gérant(s) ne doit(vent) pas obligatoirement être associé(s). Le(s) gérant(s) peut(vent) être révoqué(s) à tout moment, avec ou sans motif, par une décision des associés détenant au moins la moitié du capital social.

**12. Art. 12. Pouvoirs du gérant unique ou du conseil de gérance.**

12.1 Dans les rapports avec les tiers, le Gérant Unique ou le Conseil de Gérance a tous pouvoirs pour agir au nom de la Société en toutes circonstances et pour effectuer et approuver tous actes et opérations conformément à l'objet social de la Société.

12.2 Tous les pouvoirs non expressément réservés à l'assemblée générale des associés par la Loi ou les Statuts relèvent de la compétence du Gérant Unique ou du Conseil de Gérance.

**13. Art. 13. Représentation de la société.** Envers les tiers, la Société est valablement engagée par (i) la signature individuelle de son Gérant Unique ou, en présence d'une pluralité de gérants, (ii) la signature conjointe de deux gérants, ou (iii) par la signature de chaque personne qui s'est vue déléguer un pouvoir de signature par le Conseil de Gérance.

**14. Art. 14. Délégation des pouvoirs du gérant unique ou du conseil de gérance.** Le Gérant Unique ou le Conseil de Gérance peut déléguer ses pouvoirs pour la réalisation d'opérations spécifiques à un ou plusieurs agents ad hoc et il devra

déterminer les responsabilités ainsi que la rémunération, la période de représentation et toute autre condition pertinente de ce mandat.

**15. Art. 15. Réunion du conseil de gérance.**

15.1 Le Conseil de Gérance peut élire un président parmi ses membres. Si le président ne peut être présent, un remplaçant est élu parmi les gérants présents à la réunion. Le président n'a pas de voix prépondérante en cas de partage des voix.

15.2 Le Conseil de Gérance peut élire un secrétaire, gérant ou non, associé ou non.

15.3 Les réunions du Conseil de Gérance sont convoquées par le président ou par deux gérants. Le Conseil de Gérance se réunit aussi souvent que l'intérêt de la Société l'exige et au lieu indiqué dans la notice de convocation.

15.4 Toute réunion du Conseil de Gérance doit être convoquée par remise d'une convocation écrite, soit en original, soit par télécopie ou e-mail, qui doit être donnée à tous les gérants, respectant un préavis d'au moins vingt-quatre (24) heures à l'avance de la date prévue pour la réunion, sauf en cas d'urgence, auquel cas la nature de ces circonstances devra être mentionnée dans la convocation de la réunion du Conseil de Gérance.

15.5 Aucune convocation n'est requise si tous les membres du Conseil de Gérance sont présents ou représentés à la réunion et s'ils déclarent avoir été dûment informés et avoir eu connaissance de l'ordre du jour de la réunion. Cette renonciation peut être donnée par écrit, en original ou par télécopie ou e-mail, par chaque membre du Conseil de Gérance.

15.6 Un gérant peut en représenter un autre au Conseil de Gérance et un gérant peut représenter plusieurs autres gérants.

15.7 Le Conseil de Gérance ne peut délibérer et prendre des décisions que si une majorité de ses membres est présente ou représentée, et toute décision du Conseil de Gérance requiert la majorité simple.

15.8 Un ou plusieurs gérants peuvent participer aux réunions du conseil par conférence téléphonique ou par tout autre moyen similaire de communication permettant à tous les gérants participant à la réunion de se comprendre mutuellement. Une telle participation équivaut à une présence physique à la réunion. Les décisions prises peuvent être documentées dans un document unique ou dans plusieurs documents séparés ayant le même contenu, signé(s) par tous les participants.

15.9 Une décision prise par écrit, approuvée et signée par tous les gérants, produit effet au même titre qu'une décision prise à une réunion du Conseil de Gérance dûment convoquée et tenue. Cette décision peut être documentée dans un document unique ou dans plusieurs documents séparés ayant le même contenu, signés par tous les membres du Conseil de Gérance. Les résolutions écrites seront considérées adoptées à la date de la signature du dernier gérant sur les résolutions écrites.

15.10 Un procès-verbal de chaque réunion du Conseil de Gérance doit être préparé, signé par tous les gérants présents ou représentés à cette réunion et conservé au siège social de la Société.

15.11 Des extraits seront certifiés par un gérant ou par toute autre personne désignée par un gérant.

**16. Art. 16. Responsabilité des gérants.** Les gérants ne supportent, du fait de leur mandat, aucune responsabilité personnelle relative aux engagements qu'ils ont pris valablement au nom de la Société.

#### **Chapitre IV. - Assemblées générales**

**17. Art. 17. Assemblées générales.**

17.1 S'il n'y a qu'un seul associé, cet associé unique exerce tous pouvoirs qui sont conférés à l'assemblée générale des associés.

17.2 En cas de pluralité d'associés, chaque associé peut prendre part aux décisions collectives indépendamment du nombre de parts sociales détenues. Chaque associé possède des droits de vote en rapport avec le nombre de parts sociales détenues par lui.

17.3 S'il y a plus de vingt-cinq associés, les décisions des associés doivent être prises aux réunions à convoquer conformément aux dispositions légales applicables.

17.4 S'il y a moins de vingt-cinq associés, chaque associé pourra recevoir le texte des décisions à adopter et donner son vote par écrit.

17.5 Les assemblées générales des associés peuvent toujours être convoquées par le Conseil de Gérance, à défaut par un/des associé(s) représentant plus de la moitié du capital social.

17.6 Si tous les associés sont présents ou représentés, ils peuvent renoncer aux formalités de convocation et la réunion peut valablement être tenue sans convocation préalable.

17.7 Un associé peut être représenté à une assemblée des associés en nommant par écrit (par fax ou par e-mail ou tout autre moyen de communication similaire) un mandataire qui ne doit pas être associé.

17.8 Les décisions collectives ne sont prises régulièrement qu'à condition d'avoir été adoptées par un ou plusieurs associés détenant au moins la moitié du capital social.

17.9 Les résolutions modificatives des Statuts ne peuvent être adoptées que par (i) une majorité d'associés (ii) représentant au moins les trois quarts du capital social de la Société, conformément aux dispositions de la Loi. Un changement de nationalité de la Société requiert l'unanimité.

## Chapitre V. - Exercice social et comptes annuels

**18. Art. 18. Exercice social.** L'année sociale commence le 1<sup>er</sup> janvier et se termine le 31 décembre de chaque année.

**19. Art. 19. Comptes annuels et assemblée générale annuelle.**

19.1 Chaque année, à la fin de l'exercice social, les comptes de la Société sont établis et le Gérant Unique ou le Conseil de Gérance prépare un inventaire comprenant l'indication de la valeur des actifs et passifs de la Société.

19.2 Tout associé peut prendre connaissance desdits inventaires et bilan au siège social.

19.3 Le bilan et le compte de profits et pertes sont soumis à l'approbation des associés chaque année.

19.4 S'il y a plus de vingt-cinq associés, la surveillance de la Société devra être confiée à un conseil de surveillance composé de un ou plusieurs commissaires.

**20. Art. 20. Attribution des bénéfices et acompte sur dividende.**

20.1 Le solde créditeur du compte de profits et pertes, après déduction des frais, coûts, amortissements, charges et provisions représente le bénéfice net de la Société.

20.2 Chaque année, cinq pour cent (5%) du bénéfice net est affecté à la réserve légale. Ces prélèvements cessent d'être obligatoires lorsque la réserve légale atteint dix pour cent (10 %) du capital social.

20.3 Le solde du bénéfice net peut être distribué à l'associé unique ou aux associés au prorata de leur participation dans la Société conformément aux dispositions de l'Article 17.8.

20.4 Le Gérant Unique ou le Conseil de Gérance peut décider de payer des acomptes sur dividendes sur base d'un état comptable préparé par le Gérant Unique ou le Conseil de Gérance duquel il ressort que des fonds suffisants sont disponibles pour distribution, étant entendu que les fonds à distribuer ne peuvent pas excéder le montant des bénéfices réalisés depuis le dernier exercice social, augmenté des bénéfices reportés et des réserves distribuables, mais diminué des pertes reportées et des sommes à porter en réserve en vertu de la Loi ou des Statuts.

## Chapitre VI. - Liquidation et dissolution

**21. Art. 21. Liquidation.**

21.1 La liquidation de la Société sera décidée par une assemblée générale des associés en conformité avec les dispositions légales applicables.

21.2 Au moment de la dissolution de la Société, la liquidation est assurée par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés par l'(es) associé(s) qui détermine(nt) leurs pouvoirs et rémunération.

21.3 Au moment de la dissolution de la Société, toute distribution aux associés se fait en application de l'Article 20.3.

**22. Art. 22. Dissolution.** La Société ne sera pas dissoute suite au décès, à la suspension des droits civils, à l'insolvabilité ou à une déclaration de faillite de l'associé unique ou de l'un des associés.

## Chapitre VII. - Loi applicable

**23. Art. 23.** Pour tout ce qui ne fait pas l'objet d'une disposition spécifique des Statuts, il est fait référence à la Loi.

### Souscription - Libération

Le capital social a été souscrit comme suit:

Souscripteur	Parts sociales
HaRav Kook Holding S.à r.l. . . . .	12.500
Total . . . . .	12.500

Toutes ces parts sociales ont été entièrement libérées par un apport en numéraire, de sorte que le montant du capital social souscrit et libéré de EUR 12.500,- (douze mille cinq cents euros) se trouve dès à présent à la libre disposition de la Société.

### Frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge à raison de sa constitution, se montent à environ mille cinq cents (EUR 1.500,-).

### Déclaration

Le notaire déclare avoir vérifié l'existence des conditions prévues par la Loi pour la constitution d'une société à responsabilité limitée et déclare explicitement que ces conditions sont remplies.

106051

*Disposition transitoire*

Le premier exercice social commence le jour de la constitution de la Société et se termine le 31 décembre 2014.

*Assemblée générale extraordinaire*

La Partie comparante, associé unique, représentée par son Mandataire, prend les résolutions suivantes:

*Première résolution:*

Chacune des personnes suivantes est nommée gérant de la Société pour une durée indéterminée:

1. M. Jean-Luc BERREBI, né le 10 juillet 1972 à Dugny (France), avec adresse à Hankin 38, 43465 Raanana, Israël; et
2. M. Laurent GODINEAU, administrateur de sociétés, né le 17 juin 1973 à Cholet (France), avec adresse professionnelle au 3, Boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg; et
3. Mme. Emilie SCHMITZ, administratrice de sociétés, née le 8 février 1982 à Metz (France), avec adresse professionnelle au 3, Boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

*Deuxième résolution:*

4. L'adresse du siège social est fixée au 3, Boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

*Déclaration*

Le notaire soussigné, qui a personnellement la connaissance de la langue anglaise, déclare que la Partie comparante l'a requis de documenter le présent acte en langue anglaise, suivi d'une version française, et en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

DONT ACTE, fait et passé à Esch/Alzette, date qu'en tête des présentes.

Le document a été lu à la Partie comparante, représentée par le Mandataire, connue du notaire par son nom, prénom, état et demeure, et la Partie comparante, représentée par le Mandataire a signé ensemble avec nous, le notaire, le présent acte original.

Signé: Henryon, Kessler.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 04 juin 2014. Relation: EAC/2014/7838. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur ff. (signé): M. Halsdorf.

POUR EXPEDITION CONFORME.

Référence de publication: 2014082306/439.

(140097017) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 juin 2014.

**EPS Participations S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 6.975.335.880,03.**

Siège social: L-1940 Luxembourg, 488, route de Longwy.

R.C.S. Luxembourg B 182.249.

L'an deux mille quatorze, le dix-sept avril.

Pardevant Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg, soussigné.

**A comparu**

Eugénie Patri Sébastien, en abrégé «EPS», une société anonyme, constituée en vertu des lois du Luxembourg, ayant son siège social au 488, route de Longwy, L-1940 Luxembourg et enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés à Luxembourg sous le numéro B 94.049, (l'«Associé Unique»),

ici représentée par Régis Galiotto, clerc de notaire, demeurant professionnellement à Luxembourg, en vertu d'une procuration lui délivrée ci-annexée,

étant le seul associé d'EPS Participations, (la «Société»), une société à responsabilité limitée ayant son siège social au 488, route de Longwy, L-1940 Luxembourg, R.C.S. Luxembourg section B numéro 182.249, constituée suivant acte reçu le 21 novembre 2013, publié au Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations, numéro 81 du 9 janvier 2014 et dont les statuts ont été modifiés suivant acte reçu le 18 décembre 2013, publié au Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations, numéro 860 du 3 avril 2014.

L'assemblée est présidée par Monsieur Régis Galiotto, clerc de notaire, demeurant professionnellement à Luxembourg.

Le président désigne comme secrétaire et l'assemblée choisit comme scrutateur Madame Solange Wolter, clerc de notaire, demeurant professionnellement à Luxembourg.

L'Associé Unique a déclaré et prié le notaire d'acter ce qui suit:

1. L'Associé Unique détient l'intégralité des 461.600.982 (quatre cent soixante-et-un millions six cent mille neuf cent quatre-vingt-deux) parts sociales émises dans la Société.

2. L'Associé Unique prend des décisions quant à l'ordre du jour suivant:

106052

*Ordre du jour:*

1. Réduction du capital social émis de la Société à concurrence de EUR 24.664.119,97 (vingt-quatre millions six cent soixante-quatre mille cent dix-neuf euro et quatre-vingt-dix-sept cents) pour l'amener de son montant actuel de EUR 7.000.000.000 (sept milliards euro) à EUR 6.975.335.880,03 (six milliards neuf cent soixante-quinze millions trois cent trente-cinq mille huit cent quatre-vingt euro et trois cents), par annulation de 1.626.426 parts sociales de classe D;

2. Modification afférente de l'article 5 des statuts.

Les décisions prises par l'Associé Unique sont les suivantes:

*Première résolution:*

Il est décidé de réduire le capital social émis de la Société à concurrence de EUR 24.664.119,97 (vingt-quatre millions six cent soixante-quatre mille cent dix-neuf euro et quatre-vingt-dix-sept cents), pour le ramener de son montant actuel de EUR 7.000.000.000 (sept milliards euro) à EUR 6.975.335.880,03 (six milliards neuf cent soixante-quinze millions trois cent trente-cinq mille huit cent quatre-vingt euro et trois cents), par annulation de 1.626.426 parts sociales de classe D de la Société, sans désignation de valeur nominale, et remboursement à l'actionnaire unique.

Tous pouvoirs sont conférés au conseil de gérance pour procéder aux écritures comptables qui s'imposent et à l'annulation des parts sociales.

*Deuxième résolution:*

Afin de mettre les statuts en concordance avec la résolution qui précède, il est décidé de modifier le premier paragraphe de l'article 5 des statuts pour lui donner la teneur suivante:

" **Art. 5. Capital Social.** Le capital social émis de la Société est fixé à EUR 6.975.335.880,03 (six milliards neuf cent soixante-quinze millions trois cent trente-cinq mille huit cent quatre-vingt euro et trois cents) représenté par 459.974.556 (quatre cent cinquante-neuf millions neuf cent soixante-quatorze mille cinq cent cinquante-six) parts sociales (les «Parts Sociales»), sans désignation de valeur, divisées en classes comme suit:

- 113.123.172 (cent treize millions cent vingt-trois mille cent soixante-douze) Parts Sociales de classe A (les «Parts Sociales A»);

- 113.123.172 (cent treize millions cent vingt-trois mille cent soixante-douze) Parts Sociales de classe B (les «Parts Sociales B»);

- 113.123.172 (cent treize millions cent vingt-trois mille cent soixante-douze) Parts Sociales de classe C (les «Parts Sociales C»); et

- 120.605.040 (cent vingt millions six cent cinq mille quarante) Parts Sociales de classe D (les «Parts Sociales D»);  
chaque Part Sociale ayant les droits et obligations tels que décrits dans les présents statuts."

Les frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société, sont estimés à trois mille Euros (3.000.- EUR).

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Dont Acte, fait et passé à Luxembourg, les jours, mois et an qu'en tête des présentes.

Et après lecture, les comparants prémentionnés ont signé avec le notaire instrumentant le présent procès-verbal.

Signé: R. GALIOTTO, S. WOLTER et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 25 avril 2014. Relation: LAC/2014/19396. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR).

Le Receveur (signé): I. THILL.

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 6 juin 2014.

Référence de publication: 2014082215/68.

(140096957) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 juin 2014.

**Rocket International S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1116 Luxembourg, 6, rue Adolphe.

R.C.S. Luxembourg B 170.088.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014082578/9.

(140097570) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 juin 2014.

**MPC International S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2449 Luxembourg, 26, boulevard Royal.  
R.C.S. Luxembourg B 88.792.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014082457/10.

(140097440) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 juin 2014.

**MPC International S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2449 Luxembourg, 26, boulevard Royal.  
R.C.S. Luxembourg B 88.792.

Les comptes annuels au 31 décembre 2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014082459/10.

(140097442) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 juin 2014.

**Psyryon Trading S.à r.l. et Cie. S.e.c.s., Société en Commandite simple.**

Siège social: L-8017 Strassen, 18, rue de la Chapelle.  
R.C.S. Luxembourg B 157.528.

**AUFLÖSUNG**

Im Jahre zweitausendundvierzehn, dem fünfzehnten April

Sind erschienen:

1. Die Komplementärin: Psyryon Trading S.à r.l., RCS Luxemburg B 157.978,

Gesellschaftssitz: 18, rue de la Chapelle, 8017 Strassen/Luxemburg

vertreten durch den Geschäftsführer Herrn Peter Schurau,

geboren am 28.06.1963 in Emsdetten, mit privater Anschrift in

Schlösserweg 13, D-48282 Emsdetten,

dieser wiederum vertreten aufgrund mündlicher Vollmacht durch:

Herrn Ralph Ristau,

geboren am 13.02.1961 in Leer, mit privater Anschrift in

Hansaallee 78, D-60323 Frankfurt am Main

ausgewiesen durch Personalausweis

2. Der Kommanditist: Herr Armin Schmitt

geboren am 03.02.1964 in Weinheim, mit privater Anschrift in

Brüder-Grimm-Str. 20, D-61440 Oberursel,

dieser wiederum vertreten aufgrund mündlicher Vollmacht durch:

Herrn Ralph Ristau,

geboren am 13.02.1961 in Leer, mit privater Anschrift in

Hansaallee 78, D-60323 Frankfurt am Main

ausgewiesen durch Personalausweis

3. Der Kommanditist: Herr Peter Schurau,

geboren am 28.06.1963 in Emsdetten, mit privater Anschrift in

Schlösserweg 13, D-48282 Emsdetten,

dieser wiederum vertreten aufgrund mündlicher Vollmacht durch:

Herrn Ralph Ristau

geboren am 13.02.1961 in Leer, mit privater Anschrift in

Hansaallee 78, D-60323 Frankfurt am Main,

ausgewiesen durch Personalausweis.

Die Erschienenen beschließen durch Unterzeichnung folgender privatschriftlichen Urkunde die Kommanditgesellschaft Psyron Trading S.à r.l. et Cie. S.e.c.s. aufzulösen:

1. Die Gesellschaft Psyron Trading S.à r.l. et Cie. S.e.c.s. mit Sitz in L-8017 Luxembourg, 18, rue de la Chapelle, L-8017 Strassen, eingetragen im Handelsregister unter der Nummer B 157.528, veröffentlicht im Mémorial C Nummer 333 vom 18.02.2011, wurde gegründet gemäß privatschriftlicher Urkunde am 22.12.2010.

2. Das Kapital der Gesellschaft beträgt zehntausend Euro (EUR 10.000,00), aufgeteilt in eintausend (1.000) Anteile mit einem Nennwert von je zehn Euro (EUR 10,00) pro Anteil, das vollständig eingezahlt ist.

3. Die unter Ziffer 1. bis 3. aufgeführten Personen sind alleinige Inhaber sämtlicher Anteile der vorgenannten Gesellschaft.

4. Die Komparenten als alleinige Inhaber vorgenannter Gesellschaft erklären, dass die Gesellschaft ab sofort als aufgelöst zu betrachten ist.

5. Die Komparenten übernehmen sämtliche Aktiva und Passiva der Gesellschaft und haften für die von der Gesellschaft eingegangenen Verpflichtungen.

6. Die Unterlagen und Geschäftsbücher werden während der gesetzlich vorgesehenen Dauer von fünf (5) Jahren an der Privatadresse des Kommanditisten Peter Schurau aufbewahrt.

7. Die Gesellschafter ernennen die Komplementärin Psyron Trading S.à r.l. zur Liquidatorin der Gesellschaft.

Strassen/Luxembourg, 15.04.2014.

Peter Schurau / Armin Schmitt / Psyron Trading S.à r.l.

Kommanditist / Kommanditist / Komplementärin

- / - / Vertreten durch Peter Schurau

- / - / Geschäftsführer

i.V. Ralph Ristau / i.V. Ralph Ristau / i.V. Ralph Ristau

Référence de publication: 2014082531/58.

(140096843) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 juin 2014.

#### **Sova S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1911 Luxembourg, 9, rue du Laboratoire.

R.C.S. Luxembourg B 169.990.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014082597/9.

(140097184) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 juin 2014.

#### **Renegade Holding S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2557 Luxembourg, 18, rue Robert Stümper.

R.C.S. Luxembourg B 56.570.

Les comptes annuels au 31/12/2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations. Luxembourg.

Référence de publication: 2014082570/10.

(140097272) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 juin 2014.

#### **MPC International S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2449 Luxembourg, 26, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 88.792.

Les comptes annuels au 31 décembre 2007 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014082460/10.

(140097443) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 juin 2014.



**Sanlois s.à.r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1720 Luxembourg, 6, rue Heinrich Heine.

R.C.S. Luxembourg B 41.485.

Les comptes annuels au 31.12.2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014082613/9.

(140097089) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 juin 2014.

**Ritchie Bros. Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1420 Luxembourg, 7, avenue Gaston Diderich.

R.C.S. Luxembourg B 154.020.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Pour Ritchie Bros. Luxembourg S.à r.l.*

United International Management S.A.

Référence de publication: 2014082561/11.

(140097499) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 juin 2014.

**Waycom S.A., Société Anonyme,  
(anc. Upto S.A.).**

Siège social: L-1724 Luxembourg, 3A, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 107.528.

L'an deux mille quatorze, le quatre juin.

Pardevant Maître Marc LECUIT, notaire de résidence à Mersch.

S'est réunie:

L'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme «UPTO S.A.», ayant son siège social à L-1724 Luxembourg, 3A, boulevard du Prince Henri, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés, numéro B 107.528, constituée suivant acte reçu par Maître Aloyse BIEL, notaire de résidence à Esch-sur-Alzette, en date du 14 avril 2005, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 881 du 13 septembre 2005 et dont les statuts ont été modifiés en dernier lieu par le notaire instrumentaire en date du 15 décembre 2009, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 505 du 9 mars 2010.

La séance est ouverte sous la présidence de Madame Nicole HENOUMONT, salariée, demeurant professionnellement à L-1724 Luxembourg, 3A, Boulevard du Prince Henri.

L'assemblée choisit comme scrutateur Madame Sandrine ORTWERTH, salariée, demeurant professionnellement à L-1724 Luxembourg, 3A, Boulevard du Prince Henri.

Le bureau ainsi constitué, le Président expose et prie le notaire instrumentaire d'acter:

I.- Que la présente assemblée générale extraordinaire a pour

*Ordre du jour:*

1. Renonciation aux modalités légales relatives aux convocations de l'assemblée;
  2. Changement de la dénomination en "WAYCOM S.A." et modification subséquente de l'article premier des statuts pour le mettre en concordance avec la résolution qui précède;
  3. Acceptation/décharge de la démission de Monsieur Marc ATTALI de son poste d'administrateur,
  4. Nomination de Messieurs Laurent BASSERY et Julien JACQUEL aux postes d'administrateurs.
- II.- Que les actionnaires présents ou représentés, les mandataires des actionnaires représentés, ainsi que le nombre d'actions qu'ils détiennent sont indiqués sur une liste de présence.

Cette liste de présence, après avoir été signée "ne varietur" par les actionnaires présents, les mandataires des actionnaires représentés ainsi que par les membres du bureau et le notaire instrumentaire, restera annexée au présent procès-verbal pour être soumise avec lui à la formalité de l'enregistrement.

Resteront pareillement annexées aux présentes les procurations des actionnaires représentés, après avoir été signées "ne varietur" par les comparants et le notaire instrumentaire.

III.- Que l'intégralité du capital social étant présente ou représentée à la présente assemblée, il a pu être fait abstraction des convocations d'usage, les actionnaires présents ou représentés se reconnaissant dûment convoqués et déclarant par ailleurs avoir eu connaissance de l'Ordre du jour qui leur a été communiqué au préalable.

IV.- Que la présente assemblée, réunissant l'intégralité du capital social, est régulièrement constituée et peut délibérer valablement, telle qu'elle est constituée, sur les points portés à l'Ordre du jour.

Ces faits ayant été reconnus exacts par l'assemblée, le Président expose les raisons qui ont amené le conseil d'administration à proposer les points figurant à l'Ordre du jour.

L'assemblée générale, après avoir délibéré, prend à l'unanimité des voix, les résolutions suivantes:

*Première résolution*

L'intégralité du capital social de la Société étant représentée à l'Assemblée, l'Assemblée décide de renoncer aux formalités de convocation, les actionnaires de la Société représentés à l'Assemblée se considérant comme dûment convoqués et déclarant avoir pris connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué par avance.

*Deuxième résolution*

L'assemblée décide de changer la dénomination en «WAYCOM S.A.». En conséquence, l'article 1<sup>er</sup> § 1<sup>er</sup> des statuts aura désormais la teneur suivante:

« **Art. 1<sup>er</sup>. § 1<sup>er</sup>.** Il est formé par la présente une société anonyme sous la dénomination de «WAYCOM S.A.».

*Troisième résolution*

L'assemblée décide d'accepter la démission de Monsieur Marc ATTALI de son poste d'administrateur et décide de lui donner décharge pour l'exercice de son mandat jusqu'à ce jour.

*Quatrième résolution*

L'assemblée décide de nommer deux nouveaux administrateurs, leur mandat expirant lors de l'assemblée générale de l'année 2016:

- Monsieur Laurent BASSERY, directeur financier, né à Lille (France) le 1<sup>er</sup> mai 1967, demeurant à F-77870 Vulaines-sur-Seine, 19, route d'Hericy.

- Monsieur Julien JACQUEL, directeur général Internet et télécom, né à Nantes (France) le 10 janvier 1978, demeurant à F-78630 Orgeval, 540, rue de l'Orme Gauthier.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, ceux-ci ont signé le présent acte avec le notaire.

Signé: N. HENOUMONT, S. ORTWERTH, M. LECUIT.

Enregistré à Mersch, le 11 juin 2014. Relation: MER/2014/1176. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur ff. (signé): E. WEBER.

POUR COPIE CONFORME

Mersch, le 12 juin 2014.

Référence de publication: 2014082701/70.

(140097647) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 juin 2014.

**Trident Participations S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2330 Luxembourg, 128, boulevard de la Pétrusse.

R.C.S. Luxembourg B 149.283.

*Extrait des délibérations de l'assemblée générale ordinaire des actionnaires en date du 2 juin 2014 à Luxembourg ville*

L'Assemblée décide de reconduire les mandats de Messieurs Alain NOULLET, Jean-Pierre HIGUET et Stéphane BIVER dans leurs mandats d'administrateurs et DATA GRAPHIC S.A. dans son mandat de commissaire aux comptes, jusqu'à l'Assemblée Générale des actionnaires qui se tiendra en 2020.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait conforme

Un mandataire

Référence de publication: 2014083385/14.

(140098533) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 juin 2014.

**Sopex International S.A. - SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.**

Siège social: L-1724 Luxembourg, 9B, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 19.014.

Les comptes annuels au 30-09-2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014082647/9.

(140096894) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 juin 2014.

**Stratège S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2241 Luxembourg, 4, rue Tony Neuman.

R.C.S. Luxembourg B 43.308.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014082652/9.

(140097761) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 juin 2014.

**Weinberg Real Estate Partners #2 SCA, Société en Commandite par Actions.**

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 171.445.

Le Bilan et l'affectation du résultat au 31 Décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 4 Juin 2014.

Weinberg Real Estate Partners #2 S.C.A.

Représentée par Weinberg Real Estate S.à r.l.

Représentée par Frank Welman

Gérant A

Référence de publication: 2014084230/15.

(140099572) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 juin 2014.

**Ecce Vinum Capital SCA SICAV-SIF, Société en Commandite par Actions sous la forme d'une SICAF - Fonds d'Investissement Spécialisé.**

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 187.863.

**STATUTES**

In the year two thousand and fourteen, on the second day of the month of May.

Before us Maître Roger ARRENSDORFF, notary residing in Luxembourg.

**THERE APPEARED:**

1. The company Ecce Vinum S.à r.l., with registered office in L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert, incorporated by a natorial deed on 2<sup>nd</sup> May, 2014, not yet published in the Memorial C, Recueil des Sociétés et Associations, here represented by two managers:

- M. Jonathan Lepage, residing in Messancy (Belgium),

- M. Charles Mesnil, residing in Montagnola (Switzerland), With power of both signature as mentionned in the article 6.3.2;

and

2. Charles Mesnil, born on 10. February 1972 in Lille, residing at Via Vignino, 2 in Montagnola - 6926 Switzerland.

Such appearing parties have requested the undersigned notary, to state as follows the Articles of Incorporation of an investment company with variable capital (société d'investissement à capital variable) in the form of a corporate partnership limited by shares (société en commandite par actions) organised as a specialised investment fund (fonds d'investissement spécialisé), which is hereby incorporated:

## ARTICLES OF INCORPORATION

### I. Name - Types of shareholders - Registered office - Object - Duration

#### Art. 1. Name / Types of Shareholders.

1.1 The name of the fund is “Ecce Vinum Capital SCA SICAV-SIF” (the “Fund”). The Fund is an investment company with variable capital (société d’investissement à capital variable) in the form of a corporate partnership limited by shares (société en commandite par actions) organised as a specialised investment fund (fonds d’investissement spécialisé) governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg and, in particular, the law of 13 February 2007 relating to specialised investment funds, as amended from time to time (the “SIF Law”) and the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended from time to time (the “Law”), and these articles of incorporation (the “Articles”).

1.2 The Fund’s shareholders are (i) Ecce Vinum S.à r.l. a private limited liability company incorporated under the laws of Luxembourg, having its registered office at 65, Boulevard Grande-Duchesse Charlotte, L-1331 Luxembourg, in the process of registration with Luxembourg trade and companies register (the “General Partner”), and (ii) the limited shareholders (actionnaires commanditaires) upon incorporation of the Fund and any person or entity that becomes a limited shareholder (actionnaire commanditaire) from time to time (collectively the “Limited Shareholders”).

1.3 The General Partner is jointly and severally liable for all liabilities of the Fund to the extent that they cannot be paid out of the assets of the Fund or the relevant Compartment(s) (as defined below).

1.4 The Limited Shareholders are liable up to the amount of their investment in the relevant class of shares and Compartment in the Fund.

1.5 The Limited Shareholders and the General Partner are, in the Articles, collectively referred to as the “Shareholders” and individually as a “Shareholder”.

#### Art. 2. Registered office.

2.1 The Fund’s registered office is established in Luxembourg-city, Grand Duchy of Luxembourg. It may be transferred within that municipality by a resolution of the General Partner. It may be transferred to any other location in the Grand Duchy of Luxembourg by a resolution of the general meeting of Shareholders (the “General Meeting”), acting in accordance with the conditions prescribed for the amendments to the Articles.

2.2 Branches, subsidiaries or other offices may be established in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by a resolution of the General Partner. If the General Partner determines that extraordinary political or military developments or events have occurred or are imminent, and that those developments or events may interfere with the normal activities of the Fund at its registered office, or with ease of communication between that office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the developments or events in question have completely ceased. Any such temporary measures do not affect the nationality of the Fund, which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg incorporated Fund.

#### Art. 3. Corporate object.

3.1 The purpose of the Fund and its Compartments is to invest the funds available to it in any kind of assets eligible under the SIF Law with the aim of spreading investment risks and affording its Shareholders the results of the management of its assets.

3.2 The Fund may carry out any operation and any transaction which it may deem useful for the accomplishment and development of its purpose to the fullest extent permitted under the SIF Law.

#### Art. 4. Duration.

4.1 The Fund is formed for an unlimited period.

4.2 The Fund shall not be dissolved by reason of the death, suspension of civil rights, incapacity, insolvency, bankruptcy or any similar event affecting one or more Shareholders.

4.3 In the event of legal incapacity, liquidation or other permanent situation preventing the General Partner from acting as general partner of the Fund, the Fund shall not be immediately dissolved or liquidated, provided the General Meeting, convened in accordance with Article 70 paragraph 3 of the Law, appoints a manager, who need not to be a Shareholder, to effect urgent or mere administrative acts, until another General Meeting is held, which such manager shall convene within fifteen (15) days of his appointment. At such General Meeting, the Shareholders may appoint, in accordance with the quorum and majority necessary to amend the Articles, a new General Partner subject to the prior approval of the Commission de Surveillance du Secteur Financier (the “CSSF”).

### II. Capital - Shares

#### Art. 5. Capital.

5.1 The share capital of the Fund shall be represented by one or more unlimited liability management shares (the “Management Shares”) and ordinary shares (the “Ordinary Shares”) and shall at any time be equal to the total net assets of the Fund (the Management Shares and the Ordinary Shares are hereinafter collectively referred to as the “Shares”).

5.2 The Management Shares are exclusively reserved to the General Partner. The Ordinary Shares are offered to well-informed investors - within the meaning of Article 2 of the SIF Law (each a “Well-Informed Investor”).

5.3 The initial share capital of the Fund amounts to thirty-one thousand Euro (EUR 31,000) divided into one (1) Management Share and thirty (30) Ordinary Shares of no par value held by the Shareholders in Ecce Vinum Capital SCA SICAV-SIF.

5.4 The minimum capital of the Fund shall be one million two hundred and fifty thousand Euro (EUR 1,250,000), which must be reached within twelve (12) months after the date on which the Fund has been authorised in accordance with the SIF Law.

#### **Art. 6. Compartments.**

6.1 The Fund may be composed of one or more compartments (collectively the “Compartments” and individually a “Compartment”), in accordance with Article 71 of the SIF Law, each of them constituting a distinct pool of assets, managed in the exclusive benefit of the Limited Shareholders of the relevant Compartment. A first Compartment will be launched by decision of the General Partner. The name of each Compartment shall comprise the name of the Fund, followed by the denomination determined at the discretion of the General Partner.

6.2 The General Partner may, at any time, establish additional Compartment(s) and determine the name and specific features thereof (including, but not limited to investment objectives, policy, strategy and/or restrictions, specific fee structure, reference currency) as further set out in the issuing document of the Fund, as amended and updated from time to time (the “Issuing Document”) and which shall be fully described in the compartment supplement to the Issuing Document (the “Compartment Supplement”).

6.3 The Fund is one single legal entity. However, in accordance with Article 71 (5) of the SIF Law, the assets of a given Compartment are only available for the satisfaction of the debts, obligations and liabilities, which are attributable to such Compartment. Amongst Shareholders, each Compartment is treated as a separate entity.

**Art. 7. Classes of Shares.** The General Partner may, at any time, issue different classes of Shares (collectively the “Classes” and individually a “Class”) in respect of each Compartment, which may carry different rights and obligations inter alia with regard to eligible investors, income and profit entitlements, redemption features, and/or fee and cost features, as fully described in the Issuing Document and in the relevant Compartment Supplement.

#### **Art. 8. Form of Shares.**

8.1 The Fund shall issue Shares in registered form only.

8.2 All issued Shares of the Fund shall be registered in the Share register which shall be kept at the registered office of the Fund and such register shall contain the name of each owner of registered Shares, his residence or elected domicile as indicated to the Fund, the number of registered Shares held by him and the amount paid up on each fractional Share.

8.3 The inscription of the Shareholder’s name in the Share register evidences his right of ownership on such registered Shares. The Fund shall normally not issue certificates for such inscription, but each Shareholder shall receive a written confirmation of his shareholding upon request.

8.4 Shareholders entitled to receive registered Shares shall provide the Fund with an address to which all notices and announcements may be sent. Such address will also be entered in the Share register.

8.5 In the event that a Shareholder does not provide an address, the Fund may permit a notice to this effect to be entered into the Share register and the Shareholder’s address will be deemed to be at the registered office of the Fund, or such other address as may be so entered into by the Fund from time to time, until another address shall be provided to the Fund by such Shareholder. A Shareholder may, at any time, change his address as entered in the Share register by means of a written notification to the Fund at its registered office, or at such other address as may be set by the General Partner from time to time.

8.6 The Fund recognises only one owner per Share. If one or more Shares are jointly owned or if the ownership of such Shares(s) is disputed, all persons claiming a right to such Share(s) must appoint a sole attorney to represent such shareholding in dealings with the Fund. The General Partner has the right to suspend the exercise of all rights attached to such Shares(s) until such attorney has been duly appointed. In the event that a Share is registered in the name of more than one person, the first-named holder in the register shall be deemed to be the representative of all joint holders and shall alone be entitled to be treated as a holder of such Share for all purposes, including without limitation, to receive notices from the Fund.

8.7 The Fund may decide to issue fractional Shares, up to two (2) decimal places. Such fractional Shares shall not be entitled to vote but shall be entitled to participate in the net assets attributable to the relevant Class of Shares on a pro rata basis.

8.8 Cash payments of dividends, if any, will be made to Shareholders by bank transfer or by cheque sent to their mandated addresses in the Share register.

#### **Art. 9. Issue and Subscription of Shares.**

9.1 The Shares may only be subscribed for by investors who comply with the status of Well-Informed Investor. The compliance of each subscriber with the status of Well-Informed Investor will be verified by the General Partner or any agent to which such function has been delegated by the General Partner. This restriction is not applicable to the General Partner.

9.2 Investors wishing to subscribe for Shares in a Compartment shall execute a subscription agreement (the “Subscription Agreement”), which upon acceptance will be countersigned by the General Partner. Investors thus commit themselves to subscribing and accepting Shares in accordance with the Articles as well as the terms and conditions set forth in the Issuing Document and Compartment Supplement.

9.3 The General Partner is authorised to issue, at any time, an unlimited number of additional Shares in any Class and in any Compartment, without reserving to the existing Shareholders a preferential right to subscribe for the Shares to be issued. Each newly issued Share in one specific Class of one specific Compartment entitles its holder to the same rights and obligations of the holders of existing Shares in the same Class of the same Compartment.

9.4 Shares may be designated in series each of them corresponding respectively to a specific period of issuance, as may be determined for each Class in all relevant Compartment Supplement. The Shares of each series within one Class will have the same characteristics as the Shares of each other series of that Class, differing only in respect of their issue date and thus in respect of any right or obligation based on such issue date.

9.5 Shares shall have no par value.

9.6 The General Partner may impose conditions on the issue of Shares (including without limitation the execution of such subscription documents and the provision of such information as the General Partner may determine to be appropriate) and may fix a minimum subscription level or other restrictions in the interest of the Fund. The General Partner may also, in respect of a particular Compartment, levy a subscription charge and has the right to waive partly or entirely this subscription charge. Any conditions to which the issue of Shares may be submitted shall be detailed in the Issuing Document.

9.7 The issue price of Shares will be one thousand Euro (EUR 1,000) per Share unless otherwise determined by the General Partner on a Class by Class basis and as described in the relevant Compartment Supplement.

9.8 When issuing partly paid-in Shares as described in the relevant Compartment Supplement, Shares shall be allotted only upon acceptance of the subscription and payment of at least five (5) per cent of the issue price. The issue price must be received before the issue of Shares. The payment will be made under the conditions and within the time limits as determined by the General Partner and fully described in the Issuing Document and the relevant Compartment Supplement.

9.9 The General Partner may agree to issue Shares in consideration for a contribution in kind, in compliance with the conditions set forth by Luxembourg law, and as may be determined for in the relevant Compartment Supplement.

9.10 If an Investor does not meet the payment requirements as fully described in the relevant Compartment Supplement, it will be in default and potentially suffer the consequences as provided for in respect of each Compartment and set forth in the relevant Compartment Supplement.

9.11 The General Partner may delegate to any duly authorised director, manager, officer or to any other duly authorised agent the power to accept subscriptions, to receive payment of the issue price of any Shares and to issue the Shares.

#### **Art. 10. Transfer of Shares.**

10.1 Shares are freely transferable between Well-Informed Investors each time subject to the approval of the General Partner (unless otherwise set forth in the relevant Compartment Supplement) and may be subject to such additional transfer conditions as set forth in the Issuing Document and in the relevant Compartment Supplement.

10.2 Any transfer of registered Shares shall be given effect by a written declaration of transfer to be inscribed in the Share register, dated and signed by the transferor and transferee, or by persons holding suitable powers of attorney to act therefore. Subject to the provisions of Article 10.1 above, any transfer of registered Shares shall be entered into the register of Shareholders; such inscription shall be signed by the General Partner or any officer of the Fund or by any other person duly authorised thereto by the General Partner.

10.3 The Management Shares are exclusively and mandatorily transferable upon replacement of the General Partner by a new general partner appointed by the General Meeting within the conditions set forth under Article 4.3 above.

#### **Art. 11. Redemption of Shares.**

11.1 Redemption of Shares by a Shareholder can be requested in accordance with the Issuing Document and may be subject to such other conditions as set forth in the relevant Compartment Supplement.

11.2 The General Partner may, upon serving a repurchase notice, decide to repurchase the Shares of any Shareholder and such Shareholder shall be obliged to sell its Shares to the Fund at the conditions determined by the Issuing Document and the relevant Compartment Supplement.

#### **Art. 12. Conversion of Shares.**

12.1 The conversion of Shares in a given Compartment into Shares of another Compartment or the conversion (or switching) of Shares of one Class into another Class within the same Compartment or of another Compartment may be authorised on a Compartment by Compartment basis as well as on a Class by Class basis as set forth under the relevant Compartment Supplement, at the conditions determined by the Issuing Document and the relevant Compartment Supplement.

12.2 The Management Shares are not convertible into Ordinary Shares.



### III. Net Asset Value

#### Art. 13. Calculation of the Net Asset Value.

13.1 The net asset value (hereafter, the “Net Asset Value”) per Share of each Class in each Compartment will be calculated by the Fund’s administrative agent under the responsibility of the General Partner with respect to each Valuation Day (as defined below) in accordance with Luxembourg law.

13.2 A “Valuation Day” means a day as of which the Net Asset Value per Share of any Class of Shares of any Compartment is calculated in accordance with these Articles and the Issuing Document, being at least once per year, or more frequently as may be set forth in the Issuing Document and the relevant Compartment Supplement.

13.3 The Net Asset Value per Ordinary Share of each Class in each Compartment will be expressed in the relevant reference currency. The Net Asset Value per Ordinary Share will be rounded down to two (2) decimal places.

13.4 For the purpose of calculating the Net Asset Value per Class of a particular Compartment, the Net Asset Value of each Compartment shall be determined by calculating the aggregate of:

(i) the value of all assets of the Fund, which are allocated to the relevant Compartment in accordance with the provisions of this Article 13; less

(ii) all the liabilities of the Fund, which are allocated to the relevant Compartment in accordance with the provisions of the Articles, and all fees attributable to the relevant Compartment, which fees have accrued but are unpaid on the relevant Valuation Day.

The Net Asset Value per Ordinary Share of each Class in each Compartment on any Valuation Day is determined by dividing (i) the net assets of that Compartment attributable to such Class, being the value of the portion of that Compartment’s gross assets less the portion of that Compartment’s liabilities attributable to such Class, on such Valuation Day, by (ii) the number of Ordinary Shares of such Class then outstanding, in accordance with the valuation rules set forth below.

13.5 For the avoidance of doubt, the provisions of this Article 13 of the Articles are rules for determining the Net Asset Value per Ordinary Share and are not intended to affect the treatment for accounting or legal purposes of the assets and liabilities of the Fund or its Compartments or any Ordinary Shares issued in the relevant Class and Compartment.

13.6 The net assets of the Fund are at any time equal to the total of the net assets of the various Compartments and will be expressed in Euro. Each Compartment may have a different reference currency. The Net Asset Value of each Compartment’s Shares is expressed in the reference currency of the respective Compartment and within each Compartment the Net Asset Value of each Class, if applicable, is expressed in the reference currency of the respective Class, as further described in the relevant Compartment Supplement. In determining the Net Asset Value per Ordinary Share, income and expenditure are treated as accruing daily.

13.7 The calculation of the Net Asset Value per Ordinary Share of each Class in each Compartment will be made in the following manner:

13.7.1 The assets of each Compartment shall include:

- (i) the liquidities owned by the relevant Compartment;
- (ii) all cash in hand or on deposit, including any interest accrued thereon, owned by the relevant Compartment;
- (iii) all bills and demand notes payable and accounts receivable owned by the relevant Compartment;
- (iv) all bonds, time notes, certificates of deposit, shares, stocks, debentures, debenture stocks, subscription rights, warrants, options and other securities, financial instruments and similar assets owned or contracted for in relation to the relevant Compartment;
- (v) the formation expenses of the relevant Compartment, including the cost of issuing and distributing Shares of the relevant Compartment, insofar as the same have not been written off;
- (vi) futures, spot, forward options contracts and swaps;
- (vii) units or shares of open-ended UCIs;
- (viii) all other assets of any kind and nature including expenses paid in advance as may be indicated in the Compartment Supplement.

13.7.2 The value of such assets shall be determined as follows:

(i) the value of any cash in hand or on deposit, bills and demand notes and accounts receivable, prepaid expenses, cash dividends and interest declared or accrued as aforesaid and not yet received is deemed to be the full amount thereof, unless in any case the same is unlikely to be paid or received in full, in which case the value thereof is arrived at after making such discount as may be considered appropriate in such case to reflect the true value thereof; and

(ii) assets which are listed on a stock exchange or dealt in on another regulated market in the sense of Directive 2004/39/EC on Market in Financial Instruments (a “Regulated Market”) (including units or shares of listed closed-ended UCIs) will be valued on the basis of the last available publicised stock exchange or other Regulated Market value;

(iii) assets which are not listed on a stock exchange nor dealt in on another Regulated Market, and assets listed or dealt in on any stock exchange, or other Regulated Market as aforesaid, whose price, determined pursuant to the rules



on determination of value established in the Issuing Document, is not representative of the fair market value of the relevant assets, will be valued on the basis of the probable net realisation value (excluding any deferred taxation) estimated with prudence and in good faith by the General Partner;

(iv) futures, spot, forward options contracts will be valued on the basis of their liquidating value. The liquidating value of futures, spot, forward or options contracts not traded on exchanges or on other Regulated Markets shall mean their net liquidating value determined, pursuant to the policies established by the General Partner, on a basis consistently applied for each different variety of contracts. The liquidating value of futures, spot, forward or options contracts traded on exchanges or on other Regulated Markets shall be based upon the last available prices of these contracts on the relevant exchanges and/or Regulated Markets on which the particular futures, spot, forward or options contracts are traded by the Fund, provided that if a futures, spot, forward or options contract could not be liquidated on the day with respect to which net assets are being determined, the basis for determining the liquidating value of such contract shall be such value as the General Partner may deem fair and reasonable;

(v) swaps are valued at their fair value based on the last known closing price of the underlying security;

(vi) units or shares of open-ended UCIs will be valued on the basis of the latest net asset value determined according to the provisions of the particular issuing documents of the relevant UCIs or, at their latest unofficial net asset values (i.e. estimates of net asset values which are not generally used for the purposes of subscription and redemption or which may be provided by a pricing source - including the investment manager of the underlying UCI - other than the administrative agent of the underlying UCI) if more recent than their official net asset values. The Net Asset Value calculated on the basis of unofficial net asset values of UCIs may differ from the Net Asset Value which would have been calculated, on the relevant Valuation Day, on the basis of the official net asset values determined by the administrative agents of the UCIs. However, such Net Asset Value is final and binding notwithstanding any different later determination. In case of the occurrence of an evaluation event that is not reflected in the latest available net asset value of such shares or units issued by such UCIs, the valuation of the shares or units issued by such UCIs may be estimated with prudence and in good faith in accordance with procedures established by the General Partner to take into account this evaluation event. The following events qualify as evaluation events (without limitation): capital calls, distributions or redemptions effected by the UCIs or one or more of its underlying investments as well as any material events or developments affecting either the underlying investments or the UCIs themselves;

(vii) all other securities and other permissible assets as well as any of the above mentioned assets for which the valuation in accordance with the above subparagraphs would not be possible or practicable, or would not be representative of their fair value, will be valued at fair market value, as determined in good faith pursuant to procedures established by the General Partner;

(viii) the value of money market instruments not admitted to official listing on any stock exchange or dealt on any Regulated Market and with remaining maturity of less than twelve (12) months and of more than ninety (90) days is deemed to be the nominal value thereof, increased by any interest accrued thereon. Money market instruments with a remaining maturity of ninety (90) days or less and not traded on any market will be valued by the amortised cost method, which approximates market value;

(ix) all other assets will be valued at fair market value or by any other reliable value as determined in good faith pursuant to the procedures established by the General Partner.

13.8 The General Partner may permit some other method of valuation to be used, if it considers that such valuation better reflects the fair value of any asset of the relevant Compartment.

13.9 The liabilities of the relevant Compartment shall include:

(i) all loans and other indebtedness for borrowed money (including, without limitation, convertible debt, bills and accounts payable);

(ii) all accrued interest on such loans and other indebtedness for borrowed money (including, without limitation, accrued fees for commitment for such loans and other indebtedness);

(iii) all accrued or payable expenses (including, without limitation, administrative expenses, advisory fees, fees payable to the General Partner, the Fund's depositary, the Fund's administrative agent, or any other agents' fees);

(iv) all known liabilities, present and future, including, without limitation, all matured contractual obligations for payments of money or property, including the amount of any unpaid distributions declared by the relevant Compartment, where the Valuation Day falls on the record date for determination of the person entitled thereto or is subsequent thereto;

(v) an appropriate provision for future taxes based on capital and income to the Valuation Day, as determined from time to time by the General Partner; and

(vi) all other liabilities of the relevant Compartment of whatsoever kind and nature reflected in accordance with Luxembourg law and the applicable accounting principles. In determining the amount of such liabilities the relevant Compartment shall take into account all expenses payable by the relevant Compartment. The relevant Compartment may accrue administrative and other expenses of a regular or recurring nature based on an estimated amount rateably for yearly or other periods.

13.10 For the purpose of determining the value of the Fund's assets, the Administrative Agent, having due regards to the standard of care and due diligence in this respect, may, when calculating the Net Asset Value, rely, unless there is manifest error, upon the valuations provided (i) by various pricing sources available on the market such as pricing agencies (e.g., Bloomberg or Reuters) or fund administrators, (ii) by prime brokers and brokers, or (iii) by (a) specialist(s) duly authorised to that effect by the General Partner. Finally, in the case no prices are found or when the valuation may not correctly be assessed, the Administrative Agent may rely upon the valuation provided by the General Partner.

13.11 In circumstances where (i) one or more pricing sources fails to provide valuations to the Administrative Agent, which could have a significant impact on the Net Asset Value, or where (ii) the value of any asset(s) may not be determined as rapidly and accurately as required, the Administrative Agent is authorised not to calculate the Net Asset Value calculation and as a result may be unable to determine subscription, conversion and redemption prices. The General Partner shall be informed immediately by the Administrative Agent should this situation arise. The General Partner may then decide to suspend the calculation of the Net Asset Value in accordance with the procedures described under Article 14 below.

13.12 All assets denominated in a currency other than the Reference Currency of the respective Compartment shall be converted at the conversion rate between the Reference Currency and the currency of denomination as at the closing of the Valuation Day. The Net Asset Value per Share may be rounded up or down to the nearest whole cent of the currency in which the Net Asset Value of the relevant shares are calculated.

13.13 For the purpose of this Article 13:

(i) Shares to be issued by the Fund shall be treated as being in issue as from the time specified by the General Partner on the Valuation Day with respect to which such valuation is made and from such time and until received by the Fund the price therefore shall be deemed to be an asset of the Fund;

(ii) Shares of the Fund to be redeemed (if any) shall be treated as existing and taken into account until the date fixed for redemption, and from such time and until paid by the Fund the price therefore shall be deemed to be a liability of the Fund;

(iii) all investments, cash balances and other assets expressed in currencies other than the Reference Currency of the respective Compartment/Class shall be valued after taking into account the market rate or rates of exchange in force as of the Valuation Day; and

(iv) where on any Valuation Day the Fund has contracted to:

- purchase any asset, the value of the consideration to be paid for such asset shall be shown as a liability of the Fund and the value of the asset to be acquired shall be shown as an asset of the Fund;

- sell any asset, the value of the consideration to be received for such asset shall be shown as an asset of the Fund and the asset to be delivered by the Fund shall not be included in the assets of the Fund;

provided, however, that if the exact value or nature of such consideration or such asset is not known on such Valuation Day, then its value shall be estimated by the General Partner.

13.14 The assets and liabilities of the Fund shall be allocated as follows:

(i) the proceeds to be received from the issue of Shares of any Class shall be applied in the books of the Fund to the Compartment corresponding to that Class, provided that if several Classes are outstanding in such Compartment, the relevant amount shall increase the proportion of the net assets of such Compartment attributable to that Class;

(ii) the assets and liabilities and income and expenditure applied to a Compartment shall be attributable to the Class or Classes corresponding to such Compartment;

(iii) where any asset is derived from another asset, such asset shall be attributable in the books of the Fund to the same Class or Classes within a Compartment as the assets from which it is derived and on each revaluation of such asset, the increase or decrease in value shall be applied to the relevant Class or Classes within such Compartment;

(iv) where the Fund incurs a liability in relation to any asset of a particular Class or particular Classes within a Compartment or in relation to any action taken in connection with an asset of a particular Class or particular Classes within a Compartment, such liability shall be allocated to the relevant Class or Classes within such Compartment;

(v) in the case where any asset or liability of the Fund cannot be considered as being attributable to a particular Compartment, such asset or liability shall be allocated to all the Compartments pro rata to their respective Net Asset Values or in such other manner as determined by the General Partner acting in good faith, provided that (i) where assets of several Compartments are held in one account by an agent of the Fund, the respective right of each Compartment shall correspond to the prorated portion resulting from the contribution of the relevant Compartment to the relevant account, and (ii) such right shall vary in accordance with the contributions and withdrawals made for the account of the Compartment, as described in the Issuing Document;

(vi) upon the payment of distributions to the Shareholders of any Class, the Net Asset Value of such Class within a Compartment shall be reduced by the amount of such distributions

13.15 All valuation regulations and determinations shall be interpreted and made in accordance with Luxembourg law.

13.16 For the avoidance of doubt, the provisions of this Article 13 are rules for determining the Net Asset Value per Share and are not intended to affect the treatment for accounting or legal purposes of the assets and liabilities of the Fund or any Shares issued by the Fund.

13.17 The Net Asset Value per Share of each Class in each Compartment will be made available to the Investors at the registered office of the Fund and available at the offices of the Administrative Agent as soon as it is finalised and the Fund will use its best efforts to ensure that the Net Asset Value will be established within a reasonable period of time as from the relevant Valuation, although in certain circumstances, the Net Asset Value could be made available later.

13.18 The General Partner in its discretion, may permit some other method of valuation to be used if it considers that such valuation better reflects the fair value of any asset of the Fund.

#### **Art. 14. Temporary Suspension of the Calculation.**

14.1 The General Partner may temporarily suspend the determination of the Net Asset Value per Share and Share Class of any Compartment and the issue, redemption and conversion of Shares in respect of a given Compartment or a given Share Class within such Compartment in the following cases:

(i) during any period when any of the principal stock exchanges or other Regulated Markets on which a substantial part of the Compartment is quoted or dealt in is closed otherwise than for ordinary holidays, or during which dealings therein are restricted or suspended, provided that such restriction or suspension affects the valuation on the portfolio of that Compartment thereon; or

(ii) during the existence of any state of affairs which constitutes an emergency in the opinion of the General Partner as a result of which disposals or valuation of assets owned by the relevant Compartment would be impracticable; or

(iii) during any breakdown in the means of communication normally employed in determining the price or value of any of the investments of the relevant Compartment or the current price or values on any stock exchange or other market in respect of the assets attributable to the relevant Compartment; or

(iv) during any period when the relevant Compartment is unable to repatriate funds for the purpose of making payments on the redemption of the Shares or during which any transfer of funds involved in the realisation or acquisition, of investments or payments due on redemption of Shares cannot in the opinion of the General Partner be effected at normal rates of exchange; or

(v) when the General Partner so decides, provided all Shareholders are treated on an equal footing and all relevant laws and regulations are applied (i) as soon as an extraordinary General Meeting or a Compartment has been convened for the purpose of deciding on the liquidation or dissolution or the merger or absorption of the Fund or a Compartment and (ii) when the General Partner is empowered to decide on this matter, upon their decision to liquidate or dissolve or merge or absorb a Compartment;

(vi) upon the publication of a notice convening a General Meeting for the purpose of resolving upon the winding-up of the Fund or the relevant Compartment.

14.2 No Shares shall be issued or redeemed during such a suspension.

14.3 All Shareholders will be notified as soon as practically feasible of any suspension of calculation of the Net Asset Value, or of any reinstatement following a suspension thereof and all reasonable steps will be taken to bring any suspension to an end as soon as possible.

14.4 The suspension of the determination of the Net Asset Value per Ordinary Share of a Compartment will have no effect on the determination of the Net Asset Value per Ordinary Share or on the issue and redemption of Ordinary Shares of any other Compartment that is not suspended.

### **IV. Management - Representation**

#### **Art. 15. Management.**

15.1 The Fund shall be managed by the General Partner for the duration of the Fund, unless the provisions of Article 4.3 above apply or the General Partner is removed within the conditions set forth in Article 15.3 below.

15.2 The General Partner is vested with the broadest powers to perform all acts of administration and disposition in the Fund's interest which are not expressly reserved by laws or by these Articles to the General Meeting, each time in compliance with the investment objectives and strategy of the Fund and relevant Compartment.

15.3 The General Partner may be removed for Cause (as defined below) by a resolution of the General Meeting adopted as follows:

(a) the quorum will be at least fifty (50) per cent of the Fund's share capital being present or represented; and

(b) the resolution must then be passed at least with sixty-six point six (66.6) per cent of the votes of the Shareholders present or represented.

For the avoidance of doubt, the approval of the General Partner is not required, to validly decide on its removal.

For the purpose of these Articles, "Cause" shall mean the gross negligence, wilful misconduct or fraud in the discharge of the relevant party's obligations in relation to the Fund and any of its Compartments; or the insolvency, administration, bankruptcy of the relevant party or its respective parent companies; or, and inasmuch as applicable, in the event that the relevant party has materially breached its fiduciary duties to the Fund or obligations under the relevant agreement and, if the breach is capable of remedy, failing to remedy the breach within thirty (30) days starting on the day after receipt of written notice giving full details of the breach and requiring the relevant party to remedy the breach and stating that a failure to remedy the breach may give rise to termination.

15.4 Upon the removal of the General Partner, the General Meeting shall appoint a new General Partner in accordance with the quorum and majority for amendment of the Articles and subject to the prior approval of the CSSF.

15.5 The General Partner may, from time to time, appoint officers or agents of the Fund as required for the operation and management of the Fund, provided however that the Limited Shareholders may not act on behalf of the Fund without risking their limited liability status. The appointed officers or agents shall be entrusted with the powers and duties conferred to them by the General Partner. Such appointments may be cancelled at any time by the General Partner.

15.6 The General Partner may create from time to time, as further detailed in the relevant Compartment Supplement, one or several committees composed of General Partner members and/or external persons.

15.7 The General Partner may enter into investment management and investment advisory agreements and any other contracts that it may deem necessary, useful or advisable for carrying out its functions.

#### **Art. 16. Representation.**

16.1 The Fund shall be bound towards third parties in all matters by the signature of the General Partner.

16.2 The Fund shall also be bound towards third parties by the joint or single signature of any person(s) to whom special signatory powers have been delegated by the General Partner in its sole discretion.

#### **Art. 17. Investment Policies and Restrictions.**

17.1 The General Partner, based upon the principle of risk diversification and in accordance with the Issuing Document and the Compartment Supplement, has the power to determine the investment policies and strategies of each Compartment of the Fund and the course of conduct of the management and business affairs of the Fund, within the restrictions as shall be set forth by the General Partner in compliance with applicable laws and regulations.

17.2 The Fund may employ for each Compartment techniques and instruments relating to transferable securities, currencies or any other financial assets or instruments for the purpose of hedging.

#### **Art. 18. Conflict of Interests.**

18.1 The board of managers of the General Partner may be involved in other financial, investment and professional activities, which may cause conflicts of interest in their relationships with the management and administration of the Fund and its Compartments. In the event of conflicts of interest, the General Partner ensures the protection of the Shareholders' interest.

18.2 The members of the board of managers of the General Partner and/or the members of the advisory committee may engage in various business activities other than the Fund's / Compartment's, including providing consulting and other services (including, without limitation, serving as director) to a variety of partnerships, corporations and other entities, not excluding those in which Compartments may invest. However, each member of the board of managers of the General Partner and of the advisory committee will devote the time and effort necessary and appropriate to the business of the Fund and its Compartments and shall act in the best interests of the Fund and its Compartments.

18.3 To protect the interests of the Shareholders, the General Partner will review and will adopt on a regular basis, and at least once a year, a list of wine producers and wine intermediaries where the members of the board of managers of the General Partner and the members of the advisory committee may have directly or indirectly a personal material interest or a relationship which may lead to a conflict with the Fund and/or the relevant Compartment(s) (the "Black List")

18.4 The Black List will be included in the policy for the prevention of conflict of interests adopted by the General Partner on a regular basis and at least once a year.

18.5 All transactions between the Fund (and its Compartment(s)) and counterparts mentioned in the Black List are prohibited.

18.6 To effectively monitor and review the Black List, a member of the board of managers of the General Partner and/or a member of the advisory committee, in the event that a potential conflict of interest has been identified, must disclose and notify immediately such potential conflict of interest to other members of the board of managers of the General Partner. The board of managers of the General Partner shall then review, revise and adopt the amended the Black List.

18.7 The Fund's depositary, in carrying out its role as depositary of the Fund, must act solely in the interest of the Shareholders.

18.8 No Shareholder will be required or expected to disclose or make available to the Fund investment opportunities it may pursue for its own account or in the capacity of a shareholder or manager or advisor of any other company or investment funds.

18.9 In the course of their regular business activities, Shareholders may possess information directly relevant to investment decisions of the Fund, its Compartments, and of the General Partner. No such Shareholder will be required or expected to disclose or otherwise reveal any such information to the General Partner.

#### **Art. 19. Indemnification.**

19.1 To the fullest extent permitted by law, none of the General Partner and its affiliates, officers, managers, directors, employees and associates and all persons serving on the board of managers of the General Partner, and any other identified staff (as further detailed in the Issuing Document), whether or not such Person remains in such position (a "Covered

Person”), shall be liable to the Fund (and any Compartment thereof) or any Shareholder for any loss suffered by the Fund (and any Compartment thereof) or any Shareholder which arises out of any investment or any other action or omission of such person unless it is finally determined by a court of competent jurisdiction that such conduct constituted gross negligence, fraud or wilful misconduct. No Covered Person shall be liable for the negligence, whether by action or omission, dishonesty or bad faith of any employee, broker or other agent of the Fund (and any Compartment thereof) selected by any Covered Person with reasonable care. No Covered Person shall be liable to the Fund (and any Compartment thereof) or any Shareholder with respect to any action or omission taken or suffered by any of them in good faith if such action or omission is taken or suffered in reliance upon and in accordance with the opinion or advice of legal counsel (as to matters of law), or of accountants (as to matters of accounting), or of investment bankers, accounting firms, or other appraisers (as to matters of valuation), provided that any such professional or firm is selected by any such person with reasonable care.

19.2 To the fullest extent permitted by law, the relevant Compartment(s) will indemnify the General Partner and its affiliates, officers, managers, directors, employees and associates and all persons serving on the board of managers of the General Partner (each an “Indemnatee”) against all claims, liabilities, costs and expenses incurred in connection with their role as such, except to the extent determined by a final judgement of a court of competent jurisdiction for gross negligence, fraud or wilful misconduct. Limited Shareholders will not be individually obligated with respect to such indemnification beyond the amount of their investments in the relevant Compartment and their Undrawn Commitments.

19.3 The Indemnitees will be indemnified and held harmless out of the assets of the relevant Compartment(s) against all (actual or threatened) actions, proceedings, reasonable costs, charges, expenses, losses, damages or liabilities incurred or sustained by an Indemnatee in or about the conduct of the Compartment(s) (acting through the General Partner) business affairs or in the execution or discharge of his duties, powers, authorities or discretions in accordance with the terms of the appointment of the Indemnatee, including without prejudice to the generality of the foregoing, any costs, expenses, losses or liabilities incurred by the Indemnatee in defending (whether successfully or otherwise) any civil proceedings concerning the Fund (and any relevant Compartment thereof) or its affairs in any court whether in Luxembourg or elsewhere, unless such actions, proceedings, costs, charges, expenses, losses, damages or liabilities are determined by a final judgement of a court of competent jurisdiction to have resulted from his gross negligence, fraud or wilful misconduct.

19.4 The relevant Compartment(s) shall pay the expenses incurred by an Indemnatee in connection with any such action, suit or proceeding, or in connection with claims arising in connection with any potential or threatened action, suit or proceeding, in advance of the final disposition of such action, suit or proceeding, upon receipt of an enforceable undertaking by such Indemnatee to repay such payment if the Indemnatee shall be determined to be not entitled to indemnification for such expenses pursuant to this Article 19; provided, however, that in such instance the Indemnatee is not defending an actual or threatened claim, action, suit or proceeding against the Indemnatee by the General Partner directly or indirectly through the Fund (in relation to one or more Compartments thereof) (or by the Indemnatee against the Fund (in relation to one or more Compartments thereof) and/or the General Partner).

## **V. General meetings of shareholders**

### **Art. 20. Powers and voting rights.**

20.1 Resolutions of the Shareholders shall be adopted at a General Meeting.

20.2 Each Share entitles the holder to one (1) vote.

### **Art. 21. Notices, quorum, majority and voting proceedings.**

21.1 The Shareholders may be convened to General Meetings by the General Partner. The Shareholders must be convened to a General Meeting following a request from Shareholders representing more than one-tenth (1/10<sup>th</sup>) of the share capital.

21.2 Written notice of any General Meeting shall be given to all Shareholders at least eight (8) days prior to the date of the meeting. Such notices will indicate the time and place of such meeting and the conditions of admission thereto, will contain the agenda and will refer to the requirements of Luxembourg law with regard to the necessary quorum and majorities at such meeting. To the extent required by Luxembourg law, further notices will be published in the Mémorial and in one Luxembourg newspaper.

21.3 The annual General Meeting is held every year at the Fund's registered office or at any other address in the city of Luxembourg indicated in the convening notice on the 2<sup>nd</sup> Monday of October (such date falls on a legal bank holiday, in which case on the next Business Day) at or around 11.00 a.m. CET. The first annual General Meeting will be held in 2015. Any other General Meeting shall be held at such place and time as specified in the notices.

21.4 If all the Shareholders are present or represented at a General Meeting and if they state that they have been informed of the agenda of the meeting, the Shareholders can waive all convening requirements and formalities.

21.5 A Shareholder may grant written power of attorney to another person (who need not be a shareholder) in order to be represented at any General Meeting.

21.6 Any Shareholder may participate in any General Meeting by telephone or video conference, or by any other means of communication which allows all those taking part in the meeting to identify, hear and speak to each other. Participation by such means is deemed equivalent to a participation in person at the meeting.



21.7 Any Shareholder may vote by using the forms provided by the Fund for that purpose. Voting forms must contain the date, place and agenda of the meeting and the text of the proposed resolutions. For each resolution, the form must contain three (3) boxes allowing for a vote for or against that resolution or an abstention. Shareholders must return the voting forms to the Fund's registered office. Only voting forms received prior to the General Meeting shall be taken into account in calculating the quorum for the meeting. Voting forms which indicate neither a voting intention nor an abstention shall be considered void.

21.8 Resolutions to be adopted at General Meetings shall be passed by a simple majority vote, regardless of the proportion of the share capital present or represented, it being understood that, unless otherwise provided for in the Articles or in the Issuing Document any resolution shall validly be adopted only with the approval of the General Partner.

21.9 An extraordinary General Meeting may only amend the Articles if at least one-half (1/2) of the share capital is present or represented and the agenda indicates the proposed amendments to the Articles, including the text of any proposed amendment to the Fund's object or form. If this quorum is not reached, a second General Meeting shall be convened by means of notices published twice in the Mémorial and two (2) Luxembourg newspapers, at an interval of at least fifteen (15) days and fifteen (15) days before the meeting. These notices shall state the date and agenda of the General Meeting and the results of the previous General Meeting. The second General Meeting shall deliberate validly regardless of the proportion of the capital represented. At both General Meetings, resolutions must be adopted by at least two-thirds (2/3) of the votes cast, which shall include the consent of the General Partner unless otherwise specified by these Articles. If the General Partner is removed within the conditions set forth under Article 15.3 above, any amendment to Article 1 of the Articles shall not require the consent of the General Partner.

21.10 Any change in the nationality of the Fund and any increase of a Shareholder's obligations in the Fund shall require the unanimous consent of the Shareholders.

#### **Art. 22. General Meetings of Compartment(s) and Class(es).**

22.1 The General Partner may at any time convene a General Meeting of one or several specific Compartment(s) or Class(es) in order to decide on any matter, which relate exclusively to such Compartment(s) or Class(es).

22.2 Legal provisions as well as provisions of these Articles relating to the general meetings of Shareholders of the Fund shall apply to the extent possible mutatis mutandis to the general meetings of Shareholders of one or several specific Compartment(s) or Class(es).

### **VI. Supervision - Annual accounts - Allocation of profits**

#### **Art. 23. Financial year and accounts.**

23.1 The financial year of the Fund shall commence each year on the first of July and shall end on the thirtieth of June of the following year, with the exception of (i) the first financial year, which will begin on the date of the Fund's incorporation and will terminate on 30 June 2015, and (ii) the last financial year, which will begin on the first of July and end on the date of the Fund's dissolution.

23.2 Each year, the General Partner prepares the annual report in compliance with the SIF Law. Such annual report must include a balance sheet or a statement of assets and liabilities, a profit and loss account, a report on the activities of the past financial year as well as any significant information.

23.3 The audited annual accounts shall be approved by the annual General Meeting.

#### **Art. 24. Reference currency.**

24.1 The Fund shall prepare accounts in Euro. For the purpose of determining the capital of the Fund, the net assets attributable to each Compartment shall, if not denominated in Euro, be converted into Euro and the capital shall be the aggregate of the net assets of all the Compartments.

#### **Art. 25. Auditor.**

25.1 The accounting data related in the annual report of the Fund shall be examined by an auditor (réviseur d'entreprises agréé) appointed by the General Meeting and remunerated by the Fund.

25.2 The auditor shall fulfil the duties prescribed by the SIF Law.

#### **Art. 26. Distributions.**

26.1 The annual General Meeting shall approve the allocation proposed by the General Partner in accordance with the allocations rules set out for distributions in the Issuing Document and in particular as set forth in each Compartment Supplement.

26.2 The General Partner may in its discretion decide to pay interim dividends at any point in time unless otherwise provided for in the Issuing Document and, in particular, as set forth in the relevant Compartment Supplement.

26.3 Distributions shall be paid in Euro or in the base currency of a Compartment and at such time and place that the General Partner shall determine from time to time in conformity with the Compartment Supplement.

26.4 No distribution may be made which would result in the net assets of the Fund to fall below the minimum capital required by the SIF Law, as set out in Article 5.4 above.

## VII. Dissolution - Liquidation

### Art. 27. Term, Termination, Amalgamation and Transfer of Assets of Compartments or Classes.

27.1 The Compartments may be created for any undetermined period or for a fixed period as provided for in the Issuing Document and in the relevant Compartment Supplement. In case a Compartment is created for a fixed period, it will terminate automatically on its maturity date provided for in the relevant Compartment Supplement.

27.2 In the event that, for any reason whatsoever, the value of the total net assets in any Compartment or the Net Asset Value of any Class of Ordinary Shares within a Compartment has decreased to, or has not reached, an amount determined by the General Partner to be the minimum level for such Compartment, or such Class of Ordinary Shares, to be operated in an economically efficient manner or in case of a substantial modification in the political, economic or monetary situation or as a matter of economic rationalisation, the General Partner may decide to redeem all the Shares of the relevant Class or Classes at the Net Asset Value (taking into account actual realisation prices of investments and realisation expenses) calculated with reference to the Valuation Day in respect of which such decision shall be effective. The General Partner shall serve a notice to the holders of the relevant Class or Classes of Ordinary Shares prior to the effective date for the compulsory redemption, which will indicate the reasons and the procedure for the redemption operations. Registered holders shall be notified in writing. Where applicable and unless it is otherwise decided in the interests of, or to keep equal treatment between the Limited Shareholders, the Limited Shareholders of the Compartment or of the Class of Ordinary Shares concerned may continue to request redemption of their Ordinary Shares free of charge (but taking into account actual realisation prices of investments and realisation expenses) prior to the date effective for the compulsory redemption.

27.3 Notwithstanding the powers conferred to the General Partner by the preceding paragraph, the General Meeting of any one or all Classes of Ordinary Shares issued in any Compartment will, in any other circumstances, have the power, with the consent of the General Partner, to decide the redemption of all the Ordinary Shares of the relevant Class or Classes and refund to the Limited Shareholders the Net Asset Value of their Ordinary Shares (taking into account actual realisation prices of investments and realisation expenses) calculated with reference to the Valuation Day in respect of which such decision shall be effective. Such General Meeting shall not validly deliberate unless at least fifty (50) per cent of the outstanding Shares in the relevant Classes and/or Compartments is present or represented. If this requirement is not achieved, a second General Meeting may be convened and will validly deliberate with no quorum requirement. At both meetings, resolutions, in order to be adopted, must be carried by at least two thirds (2/3) of the votes validly cast by the Limited Shareholders present or represented at the General Meeting. Redemption proceeds, which may not be distributed to their beneficiaries upon the implementation of the redemption will be deposited with the caisse de consignation on behalf of the persons entitled thereto.

27.4 Under the same circumstances as provided by the Article 27.2 of these Articles, the General Partner may decide to allocate the assets of any Compartment to those of another existing Compartment within the Fund, or to another Luxembourg undertaking for collective investment organised under the provisions of the SIF Law, or the Luxembourg law dated 10 December 2010 relating to undertakings for collective investments, as amended from time to time, or to another compartment within such other undertaking for collective investment (the "New Compartment") and to re-designate the Shares of the Class or Classes concerned as shares of the New Compartment (following a split or consolidation, if necessary, and the payment of the amount corresponding to any fractional entitlement to Limited Shareholders). Such decision will be published in the same manner as described in Article 27.2 of these Articles one (1) month before its effectiveness (and, in addition, the publication will contain information in relation to the New Compartment), in order to enable Limited Shareholders to request redemption of their Ordinary Shares, free of charge, during such period. Limited Shareholders who have not requested redemption will be transferred as of right to the New Compartment.

27.5 Furthermore, in other circumstances than those described in Article 27.2 of these Articles, a contribution of the assets and of the current and determined liabilities attributable to any Compartment to another undertaking for collective investment referred to in Article 27.4 of these Articles or to another compartment within such other undertaking for collective investment shall require a resolution of the Limited Shareholders of the Class or Classes of Shares issued in the Compartment concerned. There shall be no quorum requirements for such General Meeting, which shall decide by resolution taken by simple majority of those present or represented and voting at such General Meeting, with the consent of the General Partner, except when such an amalgamation is to be implemented with a Luxembourg undertaking for collective investment of the contractual type ("fonds commun de placement") or a foreign based undertaking for collective investment, in which case the resolutions shall be binding only on such Limited Shareholders who have voted in favour of such amalgamation.

27.6 As soon as the decision to liquidate or merge a Compartment is taken, the issue of Shares in such Compartment is prohibited and shall be deemed void.

27.7 Each Compartment may be separately dissolved without impacting any other Compartment. The dissolution of the last Compartment causes ipso jure the liquidation of the Fund.



### **Art. 28. Dissolution and liquidation of the Fund.**

28.1 The Fund may at any time be dissolved by a resolution of the General Meeting resolving in the conditions prescribed for the amendment of these Articles. The Fund shall also be dissolved upon dissolution of the last existing Compartment.

28.2 Should the share capital of the Fund fall below two thirds (2/3) of the minimum capital indicated in Article 5.4 above, a General Meeting must be convened by the General Partner to consider the dissolution of the Fund. Any decision to liquidate the Fund shall be taken, without any quorum requirements, by a majority of the Shares present or represented at the General Meeting.

28.3 Should the share capital of the Fund fall below one quarter (1/4) of the minimum capital indicated in Article 5.4 above, a General Meeting must be convened by the General Partner to consider the dissolution of the Fund. Any decision to liquidate the Fund shall be taken, without any quorum requirements, by Shareholders holding together one quarter (1/4) of the Shares present or represented at the General Meeting.

28.4 Where the holding of a General Meeting is required in accordance with Article 29.2 or 29.3 above, such General Meeting must be convened by the General Partner so that it is held within a period of forty (40) days from the assessment that the net assets of the Fund have fallen below two third (2/3) or one quarter (1/4) of the minimum capital, as the case may be.

28.5 In the event of dissolution of the Fund, liquidation shall be carried out by one or several liquidators (who may be physical persons or legal entities) appointed by the General Meeting deciding on such dissolution and subject to the approval of the CSSF. The operations of liquidation will be carried out pursuant to Luxembourg applicable laws.

28.6 As soon as the decision to liquidate the Fund is taken, the issue of Shares in all Compartments is prohibited and shall be deemed void.

### **Art. 29. Liquidation proceeds.**

29.1 The net proceeds of liquidation corresponding to each Compartment shall be distributed by the liquidator(s) to the Shareholders of the relevant Compartment in accordance with the rules laid out under Article 26 above.

29.2 Any liquidation proceeds that cannot be distributed to their beneficiaries upon close of the liquidation will be deposited with the caisse de consignation on behalf of the persons entitled thereto.

## **VII. General provisions**

**Art. 30. Governing law.** All matters not governed by these Articles shall be determined in accordance with the Law and the SIF Law as such laws have been or may be amended from time to time.

### *Subscription and Payment*

Ecce Vinum S.à r.l., represented as stated above, subscribes for one (1) Management Share, in registered form, without nominal value and agrees to pay for it in full by a contribution in cash in the amount of one thousand Euro (EUR 1,000), and twelve (12) Ordinary Shares, in registered form, without nominal value and agrees to pay for it in full by a contribution in cash in the amount of twelve thousand Euro (EUR 12,000.-).

Charles Mesnil, subscribes for eighteen (18) Ordinary Shares, in registered form, without nominal value and agrees to pay for it in full by a contribution in cash in the amount of eighteen thousand Euro (EUR 18,000.-).

The amount of thirty-one thousand Euro (EUR 31,000) is at the Fund's disposal and evidence of such amount has been given to the undersigned notary.

### *Declaration*

The undersigned notary herewith declares having verified the existence of the conditions enumerated in Articles 26, 26-3 and 26-5 of the Law and expressly states that they have been fulfilled.

### *Costs*

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever to be borne by the Fund in connection with its incorporation are estimated at approximately EUR 2,500.- [two thousand five hundred Euro].

### *Resolutions of the shareholders*

Immediately after the incorporation of the Fund, its Shareholders, representing the entire subscribed share capital, adopted the following resolutions:

1. The following person is appointed as General Partner of the Fund for an unlimited duration:

Ecce Vinum S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée) incorporated under the laws of Luxembourg, having its registered office at 6, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

2. The following person is appointed as auditor (réviseur d'entreprises agréé) of the Fund until the annual general meeting of 2015:

Ernst & Young Luxembourg, 7, Rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach, Grand Duchy of Luxembourg.

3. The registered office of the Fund is set at L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert, Grand Duchy of Luxembourg.

4. The amount paid in at the incorporation of the Fund shall be allocated to the first Compartment to be launched by decision of the General Partner.

#### *Declaration*

The undersigned notary, who understands and speaks English, states that at the request of the appearing parties, this deed is drawn up in English and no translation in an official language will be required in conformity with Article 26 (2) of the SIF Law.

This notarial deed is drawn up in place, on the day stated above.

After reading this deed, the notary signs it with the authorised representative of the appearing parties.

Signé: LEPAGE, MESNIL, ARRENSDORFF.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 9 mai 2014. Relation: LAC / 2014 / 21610. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): THILL.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à des fins administratives.

Luxembourg, le 17 juin 2014.

Référence de publication: 2014086062/720.

(140102410) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 juin 2014.

#### **Tom Topco S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: USD 18.500,00.**

Siège social: L-1528 Luxembourg, 1-3, boulevard de la Foire.

R.C.S. Luxembourg B 187.928.

#### **STATUTES**

In the year two thousand and fourteen, on the twentieth day of the month of May.

Before Maître Henri Hellinckx, notary, residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

There appeared:

AMI Foundation, a foundation established under the laws of Guernsey, having its registered address at Third Floor, Royal Bank Place, 1 Glatigny Esplanade, St Peter Port, Guernsey GY1 2HJ and registered with the Guernsey Registry under number 17,

represented by Me Nora Filali, maître en droit, residing in Luxembourg pursuant to a proxy which shall be registered together with the present deed.

The appearing party, acting in the above stated capacity, has requested the undersigned notary to draw up the articles of incorporation of a limited liability company TOM Topco S.à r.l. (société à responsabilité limitée) which is hereby established as follows:

**Art. 1. Denomination.** A limited liability company (société à responsabilité limitée) with the name "TOM Topco S.à r.l." (the "Company") is hereby formed by the appearing party and all persons who will become shareholders thereafter. The Company will be governed by these articles of association (the "Articles") and the relevant legislation.

**Art. 2. Object.** The object of the Company is the acquisition, holding, management and disposal of participations and any interests, in any form whatsoever, in Luxembourg and foreign companies, or other business entities, enterprises or investments, the acquisition by purchase, subscription, or in any other manner as well as the transfer by sale, exchange or otherwise of stock, bonds, debentures, notes, loans, loan participations, certificates of deposits and any other securities or financial instruments or assets of any kind, and the ownership, administration, development and management of its portfolio.

The Company may participate in the creation, development, management and control of any company or enterprise and may invest in any way and manage a portfolio of patents or any other intellectual property rights of any nature or origin whatsoever. The Company may also hold interests in partnerships and carry out its business through branches in Luxembourg or abroad.

The Company may borrow in any form and proceed by private placement to the issue of bonds, notes and debentures or any kind of debt or equity securities.

The Company may lend funds including without limitation resulting from any borrowings of the Company or from the issue of any equity or debt securities of any kind, to its subsidiaries, affiliated companies or any other company or entity it deems fit.

The Company may give guarantees and grant securities to any third party for its own obligations and undertakings as well as for the obligations of any companies or other enterprises in which the Company has an interest or which form part of the group of companies to which the Company belongs or any other company or entity it deems fit and generally

for its own benefit or such entities' benefit. The Company may further pledge, transfer or encumber or otherwise create securities over some or all of its assets.

In a general fashion it may grant assistance in any way to companies or other enterprises in which the Company has an interest or which form part of the group of companies to which the Company belongs or any other company or entity it deems fit, take any controlling and supervisory measures and carry out any operation which it may deem useful in the accomplishment and development of its purposes.

Any of the above is to be understood in the broadest sense and any enumeration is not exhaustive or limiting in any way. The object of the Company includes any transaction or agreement which is entered into by the Company consistent with the foregoing.

Finally, the Company can perform all commercial, technical and financial or other operations, connected directly or indirectly in all areas in order to facilitate the accomplishment of its purposes.

**Art. 3. Duration.** The Company is established for an unlimited period.

**Art. 4. Registered Office.** The Company has its registered office in the City of Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg. It may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of an extraordinary general meeting of its shareholders deliberating in the manner provided for amendments to the Articles.

The address of the registered office may be transferred within the municipality by decision of the manager or as the case may be the board of managers.

The Company may have offices and branches, both in Luxembourg and abroad.

In the event that the manager, or as the case may be the board of managers, should determine that extraordinary political, economic or social developments have occurred or are imminent that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these abnormal circumstances; such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Company which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg company. Such temporary measures will be taken and notified to any interested parties by the manager or as the case may be the board of managers.

**Art. 5. Share capital.**

5.1 The issued share capital of the Company is set at eighteen thousand five hundred United States Dollars (USD18,500) represented by eighteen thousand five hundred (18,500) shares with a nominal value of one United States Dollar (USD 1) each.

Each share confers the rights set forth in these Articles.

5.2 The Company may proceed to the repurchase of its own shares within the limit laid down by law.

5.3 Any available share premium shall be freely distributable (subject to the provisions of the Articles).

5.4 The share capital of the Company may be increased or reduced by a resolution of the shareholders adopted in the manner required for amendment of these Articles.

**Art. 6. Transfer of Shares.** Shares are freely transferable among shareholders. Except if otherwise provided by law, the share transfer to non-shareholders is subject to the consent of shareholders representing at least seventy-five per cent of the Company's capital.

**Art. 7. Management of the Company.** The Company is managed by one or several managers who need not be shareholders.

The sole manager or as the case may be the board of managers is vested with the broadest powers to manage the business of the Company and to authorise and/or perform all acts of disposal and administration falling within the purposes of the Company. All powers not expressly reserved by the law or by the Articles to the general meeting shall be within the competence of the sole manager or as the case may be the board of managers. Vis-à-vis third parties the sole manager or as the case may be the board of managers has the most extensive powers to act on behalf of the Company in all circumstances and to do, authorise and approve all acts and operations relative to the Company not reserved by law or the Articles to the general meeting or as may be provided herein.

The managers are appointed and removed from office by a simple majority decision of the general meeting of shareholders, which determines their powers and the term of their mandates. If no term is indicated the managers are appointed for an undetermined period. The managers may be re-elected but also their appointment may be revoked with or without cause (ad nutum) at any time.

In the case of more than one manager, the managers constitute a board of managers. Any manager may participate in any meeting of the board of managers by conference call or by other similar means of communication allowing all the persons taking part in the meeting to hear one another and to communicate with one another. A meeting may also at any time be held by conference call or similar means only. The participation in, or the holding of, a meeting by these means is equivalent to a participation in person at such meeting or the holding of a meeting in person. Managers may be represented at meetings of the board by another manager without limitation as to the number of proxies which a manager may accept and vote.

Written notice of any meeting of the board of managers must be given to the managers twenty-four hours (24) at least in advance of the date scheduled for the meeting, except in case of emergency, in which case the nature and the motives of the emergency shall be mentioned in the notice. This notice may be omitted in case of assent of each manager in writing, by cable, telegram, telex, e-mail or facsimile, or any other similar means of communication. A special convening notice will not be required for a board meeting to be held at a time and location determined in a prior resolution adopted by the board of managers.

The general meeting of shareholders may decide to appoint managers of two different classes, being class A managers and class B managers. Any such classification of managers shall be duly recorded in the minutes of the relevant meeting and the managers be identified with respect to the class they belong.

Decisions of the board of managers are validly taken by the approval of the majority of the managers of the Company. In the event however the general meeting of shareholders has appointed different classes of managers (namely class A managers and class B managers) any resolutions of the board of managers may only be validly taken if approved by the majority of managers including at least one class A and one class B manager (including by way of representation).

The board of managers may also, unanimously, pass resolutions on one or several similar documents by circular means when expressing its approval in writing, by cable or facsimile or any other similar means of communication. The entirety will form the circular documents duly executed giving evidence of the resolution. Managers' resolutions, including circular resolutions, may be conclusively certified or an extract thereof may be issued under the individual signature of any manager.

The Company will be bound by the sole signature in the case of a sole manager, and in the case of a board of managers by the sole signature of anyone of the managers, provided however that in the event the general meeting of shareholders has appointed different classes of managers (namely class A managers and class B managers) the Company will only be validly bound by the joint signature of one class A manager and one class B manager. In any event the Company will be validly bound by the sole signature of any person or persons to whom such signatory powers shall have been delegated by the sole manager (if there is only one) or as the case may be the board of managers or anyone of the managers or, in the event of classes of managers, by one class A and one class B manager acting together.

**Art. 8. Liability of the Managers.** The manager(s) are not held personally liable for the indebtedness of the Company. As agents of the Company, they are responsible for the performance of their duties.

Subject to the exceptions and limitations listed below, every person who is, or has been, a manager or officer of the Company shall be indemnified by the Company to the fullest extent permitted by law against liability and against all expenses reasonably incurred or paid by him in connection with any claim, action, suit or proceeding which he becomes involved as a party or otherwise by virtue of his being or having been such manager or officer and against amounts paid or incurred by him in the settlement thereof. The words "claim", "action", "suit" or "proceeding" shall apply to all claims, actions, suits or proceedings (civil, criminal or otherwise including appeals) actual or threatened and the words "liability" and "expenses" shall include without limitation attorneys' fees, costs, judgements, amounts paid in settlement and other liabilities.

No indemnification shall be provided to any manager or officer:

(i) Against any liability to the Company or its shareholders by reason of wilful misfeasance, bad faith, gross negligence or reckless disregard of the duties involved in the conduct of his office;

(ii) With respect to any matter as to which he shall have been finally adjudicated to have acted in bad faith and not in the interest of the Company; or

(iii) In the event of a settlement, unless the settlement has been approved by a court of competent jurisdiction or by the board of managers.

The right of indemnification herein provided shall be severable, shall not affect any other rights to which any manager or officer may now or hereafter be entitled, shall continue as to a person who has ceased to be such manager or officer and shall inure to the benefit of the heirs, executors and administrators of such a person. Nothing contained herein shall affect any rights to indemnification to which corporate personnel, including directors and officers, may be entitled by contract or otherwise under law.

Expenses in connection with the preparation and representation of a defence of any claim, action, suit or proceeding of the character described in this Article shall be advanced by the Company prior to final disposition thereof upon receipt of any undertaking by or on behalf of the officer or director, to repay such amount if it is ultimately determined that he is not entitled to indemnification under this Article.

**Art. 9. Shareholder voting rights.** Each shareholder may take part in collective decisions. He has a number of votes equal to the number of shares he owns and may validly act at any meeting of shareholders through a special proxy.

**Art. 10. Shareholder Meetings.** Decisions by shareholders are passed in such form and at such majority(ies) as prescribed by Luxembourg Company law in writing (to the extent permitted by law) or at meetings. Any regularly constituted meeting of shareholders of the Company or any valid written resolution (as the case may be) shall represent the entire body of shareholders of the Company.

Meetings shall be called by convening notice addressed by registered mail to shareholders to their address appearing in the register of shareholders held by the Company at least eight (8) days prior to the date of the meeting. If the entire share capital of the Company is represented at a meeting the meeting may be held without prior notice.

In the case of written resolutions, the text of such resolutions shall be sent to the shareholders at their addresses inscribed in the register of shareholders held by the Company at least eight (8) days before the proposed effective date of the resolutions. The resolutions shall become effective upon the approval of the majority as provided for by law for collective decisions (or subject to the satisfaction of the majority requirements, on the date set out therein). Unanimous written resolution may be passed at any time without prior notice.

Except as otherwise provided for by law, (i) decisions of the general meeting shall be validly adopted if approved by shareholders representing more than half of the corporate capital. If such majority is not reached at the first meeting or first written resolution, the shareholders shall be convened or consulted a second time, by registered letter, and decisions shall be adopted by a majority of the votes cast, regardless of the portion of capital represented. (ii) However, decisions concerning the amendment of the Articles are taken by (x) a majority of the shareholders (y) representing at least three quarters of the issued share capital and (iii) decisions to change of nationality of the Company are to be taken by Shareholders representing one hundred per cent (100%) of the issued share capital.

**Art. 11. Accounting Year.** The accounting year begins on 1<sup>st</sup> January of each year and ends on 31<sup>st</sup> December of the same year save for the first accounting year which shall commence on the day of incorporation and ends on 31 December 2014.

**Art. 12. Financial Statements.** Every year as of the accounting year's end, the annual accounts are drawn up by the manager or, as the case may be, the board of managers.

The financial statements are at the disposal of the shareholders at the registered office of the Company.

**Art. 13. Distributions.** Out of the net profit five percent (5%) shall be placed into a legal reserve account. This deduction ceases to be compulsory when such reserve amounts to ten percent (10%) of the issued share capital of the Company.

The balance may be distributed to the shareholders upon decision of a general meeting of shareholders.

The share premium account may be distributed to the shareholders upon decision of a general meeting of shareholders. The general meeting of shareholders may decide to allocate any amount out of the share premium account to the legal reserve account.

The shareholders may decide to pay interim dividends on the basis of statements of accounts prepared by the manager, or as the case may be the board of managers, showing that sufficient funds are available for distribution, it being understood that the amount to be distributed may not exceed profits realised since the end of the last accounting year increased by profits carried forward and distributable reserves and premium but decreased by losses carried forward and sums to be allocated to a reserve to be established by law.

**Art. 14. Dissolution.** In case the Company is dissolved, the liquidation will be carried out by one or several liquidators who may be but do not need to be shareholders and who are appointed by the general meeting of shareholders who will specify their powers and remunerations.

**Art. 15. Sole Shareholder.** If, and as long as one shareholder holds all the shares of the Company, the Company shall exist as a single shareholder company, pursuant to article 179 (2) of the Law; in this case, articles 200-1 and 200-2, among others, of the same Law are applicable.

**Art. 16. Applicable law.** For anything not dealt with in the present Articles, the shareholders refer to the relevant legislation.

#### *Subscription and payment*

The articles of association of the Company having thus been drawn up by the appearing party, the appearing party has subscribed and entirely paid-up the following shares:

Subscriber	Number of shares	Subscription price (USD)
AMI Foundation . . . . .	18,500	USD18,500
Total . . . . .	18,500	USD18,500

Evidence of the payment of the total subscription price has been shown to the undersigned notary.

#### *Expenses, Valuation*

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever which will have to be borne by the Company as a result of its formation are estimated at approximately EUR 1,500.-.

#### *Extraordinary general meeting*

The shareholder has forthwith taken immediately the following resolutions:

1. The registered office of the Company is fixed at:

1-3, boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg.

2. The following persons are appointed managers of the Company for an undetermined period of time subject to the articles of association of the Company each with such signature powers as set forth in the articles of association of the Company:

- Geoffrey Limpach, director, residing professionally at 1-3, boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg, born on 11 April 1983, in Arlon (Belgium) is appointed as class A manager;
- Geoffrey Henry, director, residing professionally at 1-3, boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg, born on 5 May 1972, in Cheney (Belgium) is appointed as class A manager;
- François Felten, lawyer, residing professionally at 2, place Winston Churchill, L-2014 Luxembourg, born on 25 December 1968, in Luxembourg (Grand Duchy of Luxembourg) is appointed as class B manager; and
- Isabelle Probstel, finance manager, residing professionally at Moehlsstrasse 10, 81675 Munich (Germany), born on 30 January 1969, in Nancy (France) is appointed as class B manager.

Whereof, the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the person appearing, who requested that the deed should be documented in the English language, the said person appearing signed the present original deed together with us, the Notary, having personal knowledge of the English language.

The present deed, worded in English, is followed by a translation into French.

In case of divergences between the English and the French text, the English version will prevail.

Whereof, the present notarial deed was drawn in Luxembourg, on the day named in the beginning of this document.

The document having been read to the appearing person, who is known to the notary, by its surname, first name, civil status and residence, the said person appearing signed together with us, the notary, the present original deed.

#### **Suit la traduction française du texte qui précède**

L'an deux mille quatorze, le vingtième jour du mois de mai.

Par-devant Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

A comparu:

AMI Foundation, une fondation créée en vertu des lois de Guernesey, dont Le siège est situé au Troisième étage, Royal Bank Place, 1 Glatigny Esplanade, St Peter Port, Guernesey GY1 2HJ et immatriculée auprès du Guernsey Registry sous le numéro 17,

représentée par Me Nora Filali, maître en droit, demeurant à Luxembourg, en vertu d'une procuration, laquelle sera enregistrée avec le présent acte.

La partie comparante, agissant ès-qualités, a requis le notaire soussigné d'arrêter les statuts d'une société à responsabilité limitée TOM Topco S.à r.l. qui est constituée par la présente comme suit:

**Art. 1<sup>er</sup>. Dénomination.** Il est formé par la partie comparante et toutes les personnes qui deviendront par la suite associés, une société à responsabilité limitée sous la dénomination de «TOM Topco S.à r.l.» (la «Société»). La Société sera régie par les présents statuts (les «Statuts») et les dispositions légales afférentes.

**Art. 2. Objet.** La Société a pour objet l'acquisition, la détention, la gestion et la disposition de participations et de tout intérêt, sous quelque forme que ce soit, dans des sociétés luxembourgeoises et étrangères ou autres entités commerciales, entreprises ou investissements, l'acquisition par l'achat, la souscription, ou par tout autre moyen, de même que le transfert par la vente, l'échange ou autrement d'actions, d'obligations, de certificats de créance, de titres obligataires, de prêts, de prêts participatifs, de certificats de dépôt et d'autres titres ou instruments ou actifs financiers de quelque nature que ce soit, ainsi que la détention, l'administration, le développement et la gestion de son portefeuille.

La Société peut participer à la création, au développement, à la gestion et au contrôle de toute société ou entreprise et peut investir de quelque manière que ce soit et gérer un portefeuille de brevets ou tout autre droit de propriété intellectuelle de quelque nature ou origine que ce soit. La Société peut également détenir des intérêts dans des sociétés de personnes et exercer ses activités par l'intermédiaire de succursales luxembourgeoises ou étrangères.

La Société peut emprunter sous quelque forme que ce soit et procéder par voie de placement privé à l'émission d'obligations, de titres obligataires et de certificats de créance ou de titres de créance ou de participation de quelque nature que ce soit.

La Société peut prêter des fonds, y compris et ce, sans limitation, ceux résultant d'emprunts de la Société ou de l'émission de tout titre de participation ou de créance de quelque nature que ce soit, à ses filiales, sociétés affiliées ou toute autre société ou entité qu'elle juge appropriée.

La Société peut donner des garanties et accorder des sûretés à tout tiers pour ses propres obligations et engagements ainsi que pour les obligations de toute société ou autre entreprise dans laquelle la Société a un intérêt ou qui fait partie du groupe de sociétés auquel la Société appartient ou toute autre société ou entité qu'elle juge appropriée et généralement



pour son propre profit ou au profit de cette entité. La Société peut également nantir, transférer ou grever ou autrement créer des sûretés sur tout ou partie de ses avoirs.

D'une manière générale, elle peut prêter assistance de quelque manière que ce soit à des sociétés ou autres entreprises dans lesquelles la Société a un intérêt ou qui font partie du groupe de sociétés auquel appartient la Société ou à toute autre société ou entité que la Société juge appropriée, prendre des mesures de contrôle et de surveillance et effectuer toute opération qu'elle pourrait juger utile à l'accomplissement et au développement de ses objets.

Tout ce qui précède doit être compris au sens le plus large possible et les énumérations ne sont pas exhaustives ni limitatives de quelque manière que ce soit. L'objet de la Société inclut toute opération ou convention conclue par la Société et conforme à ce qui précède.

Enfin, la Société peut effectuer toute opération commerciale, technique, financière ou autre, liée directement ou indirectement, dans tous les domaines, afin de faciliter la réalisation de son objet.

**Art. 3. Durée.** La Société est constituée pour une durée indéterminée.

**Art. 4. Siège social.** Le siège social de la Société est établi dans la Ville de Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg. Il peut être transféré en toute autre localité du Grand-Duché de Luxembourg par une résolution de l'assemblée générale extraordinaire des associés délibérant selon les modalités prévues en cas de modification des Statuts.

L'adresse du siège social peut être transférée à l'intérieur de la commune par décision du gérant ou, le cas échéant, du conseil de gérance.

La Société peut avoir des bureaux et des succursales, tant au Luxembourg et qu'à l'étranger.

Dans le cas où le gérant ou, le cas échéant, le conseil de gérance estimerait que des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social, de nature à compromettre les activités normales de la Société au siège social ou la communication aisée de ce siège avec l'étranger, ont eu lieu ou sont sur le point d'avoir lieu, le siège social peut être transféré provisoirement à l'étranger, jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales; ces mesures provisoires n'auront aucun effet sur la nationalité de la Société qui, en dépit du transfert provisoire de son siège social, demeurera une société luxembourgeoise. Ces mesures provisoires seront prises et portées à la connaissance des parties intéressées par le gérant ou, le cas échéant, le conseil de gérance.

**Art. 5. Capital social.**

5.1 Le capital social émis de la Société est fixé à dix-huit mille cinq cents dollars américains (18.500 USD) représenté par dix-huit mille cinq cents (18.500) parts sociales d'une valeur nominale d'un dollar américain (1 USD) chacune.

Chaque part sociale confère les droits énoncés dans les présents Statuts.

5.2 La Société peut procéder au rachat de ses propres parts sociales dans les limites prescrites par la loi.

5.3 Toute prime d'émission disponible sera librement distribuable (sous réserve des dispositions des Statuts).

5.4 Le capital social de la Société peut être augmenté ou réduit par une résolution adoptée par les associés selon les modalités requises pour la modification des présents Statuts.

**Art. 6. Transfert de parts sociales.** Les parts sociales sont librement transférables entre associés. Sauf disposition contraire de la loi, le transfert de parts sociales à des non associés est soumis à l'agrément des associés représentant au moins soixante-quinze pour cent du capital de la Société.

**Art. 7. Gérance de la Société.** La Société est gérée par un ou plusieurs gérants, associés ou non.

Le gérant unique ou, le cas échéant, le conseil de gérance est doté des pouvoirs les plus larges pour gérer les affaires de la Société et pour autoriser et/ou accomplir tous les actes de disposition et d'administration relevant de l'objet de la Société. Tous les pouvoirs qui ne sont pas expressément réservés par la loi ou par les Statuts à l'assemblée générale relèveront de la compétence du gérant unique ou, le cas échéant, du conseil de gérance. À l'égard des tiers, le gérant unique ou, le cas échéant, le conseil de gérance dispose des pouvoirs les plus étendus pour agir en toutes circonstances pour le compte de la Société ainsi que pour effectuer, autoriser et approuver tous les actes et toutes les opérations qui se rapportent à la Société et ne sont pas réservés par la loi ou les Statuts à l'assemblée générale ou conformément aux dispositions des présents statuts.

Les gérants sont nommés et révoqués par l'assemblée générale des associés, qui statue à la majorité simple et qui détermine leurs pouvoirs et la durée de leur mandat. Si aucune durée n'est indiquée, les gérants sont nommés pour une période indéterminée. Les gérants sont rééligibles mais leur nomination est également révocable avec ou sans motif (ad nutum) et ce, à tout moment.

En cas de pluralité de gérants, ceux-ci constituent un conseil de gérance. Tout gérant peut participer à toute réunion du conseil de gérance par conférence téléphonique ou par d'autres moyens similaires de communication permettant à toutes les personnes prenant part à cette réunion de s'entendre les unes les autres et de communiquer entre elles. Une réunion peut également à tout moment être tenue uniquement sous forme de conférence téléphonique ou d'autres moyens similaires. La participation à une réunion ou la tenue d'une réunion par ces moyens équivaut à une participation en personne à cette réunion ou à la tenue en personne de cette réunion. Les gérants peuvent être représentés aux réunions du conseil par un autre gérant et ce, sans limitation quant au nombre de procurations qu'un gérant peut accepter et voter.

Un avis de convocation écrit doit être remis aux gérants au moins vingt-quatre (24) heures avant la date prévue de la réunion, sauf s'il y a urgence, auquel cas la nature et les motifs de cette urgence seront mentionnés dans l'avis de convocation. Il peut toutefois être passé outre à cet avis de convocation si chaque gérant donne son assentiment par écrit, par câble, télégramme, télex, courriel ou télécopie, ou par tout autre moyen similaire de communication. Il n'est pas obligatoire de remettre un avis de convocation spécial pour toute réunion du conseil devant se tenir à une heure et un lieu déterminés dans une résolution adoptée préalablement par le conseil de gérance.

L'assemblée générale des associés peut décider de nommer des gérants de deux classes différentes, à savoir des gérants de classe A et des gérants de classe B. Une telle classification de gérants doit être dûment constatée dans le procès-verbal de l'assemblée concernée et les gérants doivent être identifiés en fonction de la classe à laquelle ils appartiennent.

Les décisions du conseil de gérance sont valablement prises avec l'accord de la majorité des gérants de la Société. Toutefois, dans le cas où l'assemblée générale des associés a nommé différentes classes de gérants (à savoir des gérants de classe A et des gérants de classe B), toute résolution du conseil de gérance peut être valablement adoptée si elle est approuvée par la majorité des gérants comprenant au moins un gérant de classe A et un gérant de classe B (y compris par voie de représentation).

Le conseil de gérance peut également et ce, à l'unanimité, adopter des résolutions sur un ou plusieurs documents similaires par voie circulaire en exprimant son approbation par écrit, par câble, télécopie ou tout autre moyen similaire de communication. L'ensemble constituera les documents circulaires dûment signés faisant foi de la résolution intervenue. Les résolutions des gérants, y compris celles prises par voie circulaire, seront certifiées comme faisant foi ou un extrait de celles-ci pourra être émis sous la signature individuelle de chaque gérant.

La Société sera engagée par la signature individuelle du gérant unique en cas de gérant unique ou, dans le cas d'un conseil de gérance, par la signature individuelle de l'un des gérants, étant toutefois entendu que, dans le cas où l'assemblée générale des associés a nommé différentes classes de gérants (à savoir des gérants de classe A et des gérants de classe B), la Société ne sera valablement engagée que par la signature conjointe d'un gérant de classe A et d'un gérant de classe B. Dans tous les cas, la Société sera valablement engagée par la signature individuelle de toute(s) personne(s) à qui de tels pouvoirs de signature auront été délégués par le gérant unique (s'il n'y en a qu'un seul) ou, le cas échéant, le conseil de gérance ou l'un des gérants ou, s'il existe différentes classes de gérants, par un gérant de classe A et un gérant de classe B agissant de concert.

**Art. 8. Responsabilité des gérants.** Le(s) gérant(s) n'est/ne sont pas tenu(s) personnellement responsable(s) des dettes de la Société. En tant que représentant(s) de la Société, il(s) est/sont responsable(s) de l'exécution de ses/leurs obligations.

Sous réserve des exceptions et limitations énumérées ci-dessous, toute personne qui est, ou a été, gérant ou délégué de la Société, sera, dans la mesure la plus large permise par la loi, indemnisée par la Société pour toute responsabilité encourue et pour toutes dépenses raisonnables contractées ou payées par elle dans le cadre d'une demande, action, poursuite ou procédure dans laquelle elle est impliquée en tant que partie ou autrement en vertu de son mandat présent ou passé de gérant ou délégué et pour les sommes payées ou engagées par elle dans le cadre de leur règlement. Les termes «demande», «action», «poursuite» ou «procédure» s'appliqueront à toutes les demandes, actions, poursuites ou procédures (civiles, pénales ou autres, y compris les procédures d'appel) actuelles ou éventuelles et les termes «responsabilité» et «dépenses» comprendront et ce, de manière non limitative, les honoraires d'avocats, frais, jugements, montants payés dans le cadre d'une transaction et toutes autres responsabilités.

Aucune indemnisation ne sera due à un gérant ou délégué:

- (i) en cas de mise en cause de sa responsabilité vis-à-vis de la Société ou de ses associés en raison d'un abus de pouvoir, de mauvaise foi, de négligence grave ou d'imprudence dans l'exécution des obligations découlant de sa fonction;
- (ii) dans le cadre d'une affaire dans laquelle il serait finalement condamné pour avoir agi de mauvaise foi et non dans l'intérêt de la Société; ou
- (iii) en cas de transaction, à moins que celle-ci n'ait été approuvée par une juridiction compétente ou par le conseil de gérance.

Le droit à indemnisation prévu par les présentes est divisible, n'affectera aucun autre droit dont un gérant ou délégué peut bénéficier actuellement ou ultérieurement, subsistera à l'égard de toute personne ayant cessé d'être gérant ou délégué et bénéficiera aux héritiers, exécuteurs testamentaires et administrateurs de cette personne. Les dispositions des présentes n'affecteront aucun droit à indemnisation dont pourrait bénéficier le personnel de la Société, y compris les dirigeants et délégués, en vertu d'un contrat ou autrement en vertu de la loi.

Les dépenses relatives à la préparation et la représentation d'une défense dans le cadre de toute demande, action, poursuite ou procédure de la nature décrite dans le présent article, seront avancées par la Société avant toute décision définitive sur la question de savoir qui supportera ces dépenses, moyennant l'engagement par ou pour le compte du dirigeant ou délégué de rembourser ce montant s'il est finalement déterminé qu'il n'a pas droit à une indemnisation aux termes du présent article.

**Art. 9. Droits de vote des associés.** Chaque associé peut participer aux décisions collectives. Il dispose d'un nombre de voix égal au nombre de parts sociales qu'il possède et peut se faire valablement représenter aux assemblées des associés par l'intermédiaire d'un porteur de procuration spéciale.

**Art. 10. Assemblées générales.** Les décisions des associés sont prises dans les formes et aux majorités prévues par la loi luxembourgeoise sur les sociétés commerciales, par écrit (dans la mesure où la loi le permet) ou lors de l'assemblée. Toute assemblée des associés de la Société régulièrement constituée ou toute résolution écrite valable (le cas échéant) représente l'ensemble des associés de la Société.

Les assemblées seront convoquées par un avis de convocation envoyé par lettre recommandée aux associés à leur adresse figurant dans le registre des associés tenu par la Société, au moins huit (8) jours avant la date de l'assemblée. Si l'intégralité du capital social de la Société est représentée à une assemblée, l'assemblée peut être tenue sans convocation préalable.

Dans le cas de résolutions écrites, le texte de ces résolutions doit être envoyé aux associés à leur adresse inscrite dans le registre des associés tenu par la Société au moins huit (8) jours avant la date effective proposée des résolutions. Les résolutions prendront effet après approbation de la majorité tel que prévu par la loi en matière de décisions collectives (ou sous réserve du respect des conditions de majorité, à la date y précisée). Une résolution écrite unanime peut être adoptée à tout moment et ce, sans convocation préalable.

Sauf disposition contraire de la loi, (i) les décisions de l'assemblée générale seront valablement adoptées si elles sont approuvées par les associés représentant plus de la moitié du capital social. Si cette majorité n'est pas atteinte à la première assemblée ou lors de la première résolution écrite, les associés seront convoqués ou consultés une seconde fois, par lettre recommandée, et les décisions seront adoptées à la majorité des voix exprimées, quelle que soit la portion du capital représentée. (ii) Cependant, les décisions portant sur la modification des Statuts sont prises par (x) la majorité des associés (y) représentant au moins trois quarts du capital social émis et (iii) les décisions portant sur le changement de nationalité de la Société seront prises par les Associés représentant cent pour cent (100%) du capital social émis.

**Art. 11. Exercice social.** L'exercice social commence le 1<sup>er</sup> janvier de chaque année et se termine le 31 décembre de la même année, sauf pour le premier exercice social qui commencera le jour de la constitution et se terminera le 31 décembre 2014.

**Art. 12. Comptes annuels.** Chaque année, à la fin de l'exercice social, le gérant ou, le cas échéant, le conseil de gérance établit les comptes annuels.

Les comptes annuels sont mis à la disposition des associés au siège social de la Société.

**Art. 13. Distributions.** Il est prélevé, sur les bénéfices nets, cinq pour cent (5%) affectés à la constitution d'une réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque cette réserve atteint dix pour cent (10%) du capital social émis de la Société.

Le solde peut être distribué aux associés sur décision de l'assemblée générale des associés.

La prime d'émission peut être distribuée aux associés sur décision de l'assemblée générale des associés. L'assemblée générale des associés peut décider d'allouer tout montant de la prime d'émission à la réserve légale.

Les associés peuvent décider de verser des acomptes sur dividendes sur la base d'un état comptable préparé par le gérant ou, le cas échéant, le conseil de gérance, duquel il apparaît que des fonds suffisants sont disponibles pour la distribution, étant entendu que le montant à distribuer ne peut excéder le montant des résultats réalisés depuis la fin du dernier exercice comptable augmenté des bénéfices reportés ainsi que des réserves et primes distribuables mais diminué des pertes reportées et des sommes à allouer à une réserve en vertu de la loi.

**Art. 14. Dissolution.** En cas de dissolution de la Société, il sera procédé à la liquidation par les soins d'un ou de plusieurs liquidateur(s), associé(s) ou non, nommé(s) par l'assemblée générale des associés qui fixera leurs pouvoirs et leurs rémunérations.

**Art. 15. Associé unique.** Lorsque, et aussi longtemps qu'un associé réunit toutes les parts sociales de la Société entre ses seules mains, la Société est une société unipersonnelle au sens de l'article 179 (2) de la Loi; dans ce cas, les articles 200-1 et 200-2, entre autres, de la même Loi sont applicables.

**Art. 16. Droit applicable.** Pour toutes les matières qui ne sont pas réglées par les présents Statuts, les associés se réfèrent aux dispositions légales en vigueur.

#### *Souscription et paiement*

Les statuts de la Société ayant été ainsi établis par la partie comparante, la partie comparante a souscrit et intégralement libéré les parts sociales suivantes:

Souscripteur	Nombre de parts sociales	Prix de souscription (USD)
AMI Foundation . . . . .	18.500	18.500
Total . . . . .	18.500	18.500

Preuve du paiement du prix total de souscription a été montrée au notaire soussigné.

*Dépenses, Évaluation*

Les dépenses, frais, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incomberont à la Société en raison de sa constitution sont estimés à environ EUR 1.500,-.

*Assemblée générale extraordinaire*

L'associé de la Société a immédiatement pris les résolutions suivantes:

1. Le siège social de la Société est fixé au:

1-3, boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg

2. Les personnes suivantes sont nommées gérants de la Société pour une durée indéterminée sous réserve des statuts de la Société, chacune avec les pouvoirs de signature indiqués dans les statuts de la Société:

- Geoffrey Limpach, directeur, demeurant professionnellement au 1-3, boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg, né le 11 avril 1983, à Arlon (Belgique), est nommé comme gérant de classe A;

- Geoffrey Henry, directeur, demeurant professionnellement au 1-3, boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg, né le 5 mai 1972, à Cheney (Belgique), est nommé comme gérant de classe A;

- François Felten, avocat, demeurant professionnellement au 2, place Winston Churchill, L-2014 Luxembourg, né le 25 décembre 1968, à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg), est nommé comme gérant de classe B; et

- Isabelle Probstel, directrice des finances, demeurant professionnellement à Moehlsstrasse 10, 81675 Munich (Allemagne), née le 30 janvier 1969, à Nancy (France), est nommée comme gérante de classe B.

Dont Acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Après lecture du document aux personnes comparantes, qui ont requis que l'acte soit rédigé en langue anglaise, lesdites personnes comparantes ont signé le présent acte original avec Nous, notaire, qui avons une connaissance personnelle de la langue anglaise.

Le présent acte, rédigé en anglais, est suivi d'une traduction en langue française. En cas de divergences entre les textes anglais et français, la version anglaise fera foi.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête.

Et après lecture faite à la comparante, connue du notaire par nom, prénom usuel, état et demeure, la comparante a signé avec le notaire instrumentant le présent acte.

Signé: N. FILALI et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 26 mai 2014. Relation: LAC/2014/24236. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR).

Le Receveur (signé): I. THILL.

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 19 juin 2014.

Référence de publication: 2014088127/463.

(140104046) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 juin 2014.

---

**Youelle S.A., SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.**

Siège social: L-7619 Larochette, 10-12, rue de Medernach.

R.C.S. Luxembourg B 61.623.

**DISSOLUTION**

L'an deux mille quatorze, le onze juin.

Pardevant Maître Jean SECKLER, notaire de résidence à Junglinster, (Grand-Duché de Luxembourg), soussigné;

**ONT COMPARU:**

Monsieur Joannes Adrianus Petrus Maria KEMPS, né à Tilburg, le 10 février 1968, demeurant à B-2320 Hoogstraten, Elsbroeken 10, Belgique,

Madame Catharina Johanna Hubertina Maria KEMPS, née à Tilburg le 31 décembre 1968, demeurant à NI-5141 BB Waalwijk, Burgmeester van Grotenhuisstraat, 5, Pays-Bas, et

Monsieur Bart Petrus Josephus Maria KEMPS, né à Tilburg, le 20 mai 1973, demeurant à B-2320 Hoogstraten, Lodewijk de Konincklaan, 367, Belgique,

tous ici représentés par Monsieur Bas SCHREUDERS, directeur, demeurant professionnellement à Larochette, 10-12, rue de Medernach,

en vertu d'une (1) procuration lui délivrée, laquelle restera après avoir été signée «ne varietur» par le mandataire du comparant et le notaire instrumentant annexée aux présentes.

Lesquels comparants ont, par leur mandataire, requis le notaire instrumentaire de documenter comme suit leurs déclarations:

a.- Que la société anonyme - société de gestion de patrimoine familial "YOUELLE S.A., SPF", avec siège social à ayant son siège social à L-7619 Larochette, 10-12, rue de Medernach, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, section B, sous le numéro 61.623, constituée suivant acte reçu par Maître Jean SECKLER, notaire de résidence à Junglinster, en date du 27 octobre 1997, publié au Mémorial C numéro 98 du 16 février 1998,

et dont les statuts ont été modifiés suivant actes reçus par Maître Jean SECKLER, notaire de résidence à Junglinster, en date du:

- 29 décembre 2000, publié au Mémorial C numéro 755 du 13 septembre 2001,
- 13 avril 2006, publié au Mémorial C numéro 1332 du 11 juillet 2006, et
- 9 mai 2008, publié au Mémorial C numéro 1472 du 13 juin 2008.

b.- Que le capital social est fixé à deux millions d'euros (2.000.000,-EUR), représenté par deux mille (2.000) actions d'une valeur nominale de mille euros (1.000,- EUR) chacune.

c.- Que les comparants sont tous ensemble les seuls et uniques actionnaires de ladite société.

d.- Que l'activité de la société ayant cessé et que les comparants, en tant qu'actionnaires uniques, siégeant en assemblée générale extraordinaire modificative des statuts de la société, prononcent la dissolution anticipée de la prédite société avec effet immédiat et sa mise en liquidation.

e.- Que les actionnaires se désignent comme liquidateurs de la société.

f.- Que les liquidateurs requièrent le notaire instrumentant d'acter qu'ils déclarent avoir réglé tout le passif de la société dissoute, moyennant reprise par les actionnaires de l'intégralité de l'actif et du passif, et avoir transféré tous les actifs au profit des actionnaires.

g.- Que les comparants sont investis solidairement de tous les éléments actifs de la société et répondront personnellement de tout le passif social et de tous les engagements de la société même inconnus à ce jour.

h.- Que partant, la liquidation de la société est à considérer comme faite et clôturée.

i.- Que décharge pleine et entière est accordée aux administrateurs et au commissaire aux comptes de la société pour l'exécution de leurs mandats jusqu'à ce jour.

j.- Qu'il a été procédé à l'annulation du registre des actionnaires de la société dissoute.

k.- Que partant, la liquidation de la société est achevée.

l.- Que les livres et documents de la société dissoute seront conservés pendant cinq ans au siège social de la société dissoute à L-7619 Larochette, 10-12, rue de Medernach.

#### *Frais*

Tous les frais et honoraires du présent acte, évalués à la somme de 1.500,- EUR, sont à la charge de la société.

DONT ACTE, fait et passé à Junglinster, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire des comparants, connu du notaire par nom, prénom, état et demeure, il a signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: Bas SCHREUDERS, Jean SECKLER.

Enregistré à Grevenmacher, le 19 juin 2014. Relation GRE/2014/2391. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Releveur ff. (signé): Claire PIERRET.

Référence de publication: 2014088171/59.

(140104338) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 juin 2014.

#### **Evrax Group S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 105.615.

Le Bilan consolidé au 31 Décembre 2013 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg (conforme Art. 309 du loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales).

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 16 juin 2014.

Evrax Group S.A  
Alexander Gehrke  
Gérant

Référence de publication: 2014083677/14.

(140099691) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 juin 2014.

**NWS Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-8011 Strassen, 283, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 159.510.

Le Bilan au 31 Décembre 2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 12 juin 2014.

Signature.

Référence de publication: 2014082491/10.

(140097396) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 juin 2014.

**Immo Calla, Société à responsabilité limitée,****(anc. Immobilière Annette Menster S.à r.l.).**

Siège social: L-9221 Diekirch, 106, rue Clairefontaine.

R.C.S. Luxembourg B 109.270.

L'an deux mil quatorze, le vingt-sept mai.

Pardevant Maître Urbain THOLL, notaire de résidence à Mersch.

A comparu:

Madame Annette MENSTER, agent immobilier, demeurant à L-9221 Diekirch, 106, rue Clairefontaine.

Laquelle comparante a requis le notaire instrumentaire d'acter ce qui suit:

I.- La société à responsabilité limitée «IMMOBILIERE ANNETTE MENSTER S. à r.l.», ayant son siège à L-9227 Diekirch, 5, Esplanade, a été constituée, sous la dénomination de IMMOBILIERE A. BESSELING, aux termes d'un acte reçu par le notaire Fernand UNSEN, alors de résidence à Diekirch, le 25 mai 2000, publié au Mémorial C numéro 707 du 29 septembre 2000 et ses statuts ont été modifiés pour la dernière fois aux termes d'un acte reçu par ledit notaire UNSEN, le 23 novembre 2005, publié au Mémorial C numéro 740 du 12 avril 2006 et elle est inscrite au RCSL sous le numéro B 109.270.

II.- Le capital social est fixé à DOUZE MILLE QUATRE CENTS (12.400.-) EUROS, représenté par CENT (100) parts sociales d'une valeur nominale de CENT VINGT-QUATRE (124.-) EUROS chacune, entièrement souscrites et libérées par la comparante.

Sur ce:

2 L'associée unique, agissant en lieu et place de l'assemblée générale extraordinaire a pris les résolutions suivantes:

*Première résolution*

Elle décide de transférer le siège social au 106, rue Clairefontaine à L-9221 Diekirch.

Elle décide de supprimer la première phrase de l'article 5 des statuts et de la remplacer par la suivante:

«Le siège social est établi à Diekirch.»

*Deuxième résolution*

Elle décide de changer la dénomination sociale en «IMMO CALLA».

En conséquence, l'article 4 des statuts est supprimé et remplacé par le suivant:

«La société porte la dénomination de IMMO CALLA.»

*Frais*

Le montant des frais, incombant à la société en raison des présentes, est estimé sans nul préjudice à la somme de MILLE SOIXANTE-DIX (1.070.-) EUROS.

Dont acte, fait et passé à Mersch, en l'étude du notaire instrumentaire, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée à la comparante, connue du notaire par nom, prénom usuel, état et demeure, elle a signé le présent acte avec Nous notaire.

Signé: Menster, THOLL.

Enregistré à Mersch, le 30 mai 2014. Relation: MER/2014/1119. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €

Le Receveur (signé): A. Muller.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée aux fins publication au Mémorial C.

Mersch, le 18 juin 2014.

Référence de publication: 2014085484/42.

(140101412) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 juin 2014.